CONSEIL DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

Séance du lundi 12 septembre 2016

PROCÈS-VERBAL

PRÉSENTS

M. Jean-François LEGARET,
M. Emmanuel CALDAGUÈS, M. Marc MUTTI,
M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Martine FIGUEROA,
Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR,
Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE

EXCUSÉ

Mme Catherine MATHON (donne pouvoir à M. Jean-François LEGARET)
M. Baptiste BOUSSARD (donne pouvoir à M. Emmanuel CALDAGUÈS)

* * * * *

La séance est ouverte à 18 heures sous la présidence de M. Jean-François LEGARET, Maire du 1^{er} Arrondissement.

* * * * *

M. Jean-François LEGARET, constatant que plus de la moitié des membres du Conseil d'arrondissement est présente, déclare la séance ouverte.

Le Conseil d'arrondissement désigne à l'unanimité, sur proposition de M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS et Mme Catherine TRONCA, en qualité de secrétaires de séance.

Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil du 1^{er} arrondissement du 20 juin 2016

M. Jean-François LEGARET reporte, à l'unanimité, à la séance du 28 octobre, l'adoption du procès-verbal de la séance du Conseil du 1^{er} arrondissement du 20 juin 2016, du fait de problèmes rencontrés par certains élus pour accéder aux pièces dématérialisées via ODS.

Recours à la procédure pour l'examen des projets de délibération 2016 SG 29 et 30

M. Jean-François LEGARET indique que deux délibérations ont été reçues, en ordre du jour complémentaire : elles concernent le projet d'aménagement des voies sur berges, rive droite. Il s'agit du SG 29 et du SG 30. Ces projets de délibération étant parvenus hors délais, M. Jean-François LEGARET se doit d'interroger les membres du Conseil d'arrondissement pour savoir si ces deniers acceptent d'en débattre ce soir, malgré le délai tardif.

Le Conseil d'arrondissement adopte à l'unanimité le recours à la procédure d'urgence pour l'examen des projets de délibération 2016 SG 29 et 30.

M. Jean-François LEGARET propose, si les conseillers en sont d'accord, que ces délibérations soient placées au début de la séance. Il ajoute qu'un vœu a été déposé à l'initiative de M. Nicolas MARTIN-LALANDE sur ce même sujet. Ces questions seront évoquées dans quelques instants.

* * * * *

Le Conseil d'arrondissement observe, sur la proposition de M. Jean-François LEGARET, une minute de silence en hommage à M. Jacques DOMINATI, qui fut Député pendant 9 ans de la circonscription dans laquelle se trouvait le 1^{er} arrondissement. M. Jean-François LEGARET précise que cette nouvelle a été reçue avec tristesse. Jacques DOMINATI est un personnage de l'histoire de la vie politique parisienne, président du groupe Paris Liberté à cette époque, 1^{er} adjoint à la Mairie de Paris jusqu'en 2001, député de différentes circonscriptions qui ont bougé avec le temps (2^{ème} et 3^{ème} arrondissements, puis, finalement 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements). Il a été député de la 1^{ère} circonscription de Paris pendant 9 ans. C'était un personnage haut en couleur, homme de conviction et homme de parole.

M. Jean-François LEGARET mentionne le combat que Jacques DOMINATI a mené pendant des années, et qui a finalement abouti, pour qu'un Maire soit élu à Paris : il s'était fortement impliqué en tant que parlementaire, ce qui a amené à la modification législative – Loi du 31 décembre 1975 – qui a précédé les élections de 1977 au cours desquelles les Parisiens ont élu pour la première fois leur Maire, en la personne de Jacques CHIRAC. M. Jean-François LEGARET a bien connu Jacques DOMINATI. Il a apprécié son talent politique, la force de ses convictions, son analyse toujours très passionnée de la vie politique parisienne, de l'histoire de Paris et ses réalités sociologiques. Il voulait qu'un hommage à sa mémoire soit rendu, en observant cette minute de silence.

* * * * *

Communication sur la rentrée scolaire

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS, pour relater le déroulement de la rentrée scolaire, qui s'est tenue pour l'essentiel, le 1^{er} septembre dernier.

M. Emmanuel CALDAGUÈS précise tout d'abord les effectifs du collège et du lycée :

- Collège Poquelin : 335 élèves ;
- Lycée professionnel Pierre Lescot : 400 élèves.

Une stabilité par rapport à l'année dernière et aux années précédentes est constatée en terme d'effectif.

Concernant les écoles maternelles et élémentaires, l'effectif global est de 723 élèves. Cela confirme une tendance à la baisse des effectifs depuis la rentrée 2011. M. Emmanuel CALDAGUÈS précise qu'il parlera plus en détail de cette baisse des effectifs dans un instant. La baisse est sensible dans les écoles maternelles. Elle est un peu plus légère dans les écoles élémentaires.

Concernant les écoles maternelles, le déficit des effectifs est dû principalement à la baisse des effectifs de l'école maternelle Sourdière, qui passe de 115 à 109 élèves sur deux ans, alors que l'école Saint-Germain l'Auxerrois a trois élèves supplémentaires par rapport à l'année dernière. Il est possible de noter une baisse des effectifs dans les écoles maternelles, sur la majeure partie du territoire parisien. Ce n'est donc pas un élément qui est propre au 1^{er} arrondissement. Aucune analyse n'a été faite de façon pointue sur cet évènement, ni par le rectorat, ni par le service des affaires scolaires de la Ville de Paris. Cette constatation peut être due à des phénomènes économiques mais également à des

problèmes de coût de l'immobilier. Cette analyse est un peu partagée par l'ensemble des responsables, mais elle n'est pas totalement confirmée.

Le Conseil observe une suspension de séance, à la demande de M. Jean-François LEGARET, à la suite d'un incident matériel

M. Jean-François LEGARET redonne la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS.

M. Emmanuel CALDAGUÈS explique qu'en maternelle, la baisse des effectifs est principalement due à la situation de l'école Sourdière, qui malheureusement a perdu une classe, puisque cette baisse a été anticipée dès la fin de l'année scolaire précédente, par les services du rectorat. Il espère que la perte de cette classe dans cette école maternelle n'est que provisoire.

Concernant les effectifs en élémentaire, il donne le chiffre de 443 élèves, ce qui confirme aussi malheureusement une baisse des effectifs depuis 2011, mais il souligne une hétérogénéité dans ces chiffres : la hausse des effectifs est importante à l'école d'Argenteuil (de 127 à 140 enfants, par rapport aux deux années scolaires) tandis que la baisse des effectifs est importante (de 220 à 201 élèves, sur les deux années) à l'école de l'Arbre Sec.

Il apporte une précision sur l'école de l'Arbre Sec : des parents de cette école se sont légitimement inquiétés au sujet du maintien en absence maladie d'un professeur (qui avait toute légitimité à être en absence maladie). Mais l'absence maladie n'autorise pas à remplacer une personne de façon pérenne mais uniquement par des vacataires. La Mairie du 1^{er} arrondissement en a parlé longuement avec M. PALENCIANO, inspecteur de l'Education Nationale, qui a fait le maximum pour que cette situation trouve une solution. *A priori*, une solution stable a été trouvée, avec des enseignants bien en fonction à l'école de l'Arbre Sec, en espérant que cela apaise un peu les problèmes.

M. Emmanuel CALDAGUÈS donne ensuite des éléments d'information sur les travaux réalisés dans les écoles cet été :

- à l'école Cambon, à l'école Saint-Germain l'Auxerrois et à l'école Sourdière, des travaux de mises aux normes ont eu lieu, concernant les alarmes incendie. Le matériel informatique a été modernisé. Un remplacement de porte coupe-feu a eu lieu ;
- à la maternelle Sourdière, des travaux de modernisation du local des agents et de modernisation de la salle des maîtres ont été effectués. La porte fenêtre sur cour du bureau de la directrice a été rénovée. Les travaux de reprise du carrelage du sol sur le hall d'entrée ont également été réalisés ;
- à Argenteuil, les rangements du préau ont complètement été rénovés : cela était nécessaire. Des travaux de ponçage et de vitrification de la salle de classe du 2^{ème} étage ont été effectués.

M. Jean-François LEGARET remercie M. Emmanuel CALDAGUÈS et ajoute que cette rentrée s'est bien déroulée. La Mairie continue à surveiller les effectifs scolaires avec beaucoup d'attention. Les chefs d'établissement sont mobilisés, ainsi que les directeurs et directrices d'école. Ils sont fortement motivés pour que ces effectifs tiennent dans le 1^{er} arrondissement.

M. Emmanuel CALDAGUÈS a oublié de mentionner le départ de Mme Isabelle DUMOULIN du collège Poquelin, avec grand regret, car la mairie du 1^{er} arrondissement avait beaucoup apprécié son travail et sa disponibilité. Elle est remplacée par Mme Corinne MARTIN.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA demande si les enfants de l'école de l'Arbre Sec se rendent toujours à la piscine de Saint-Merri ou s'ils ont pu réintégrer la piscine des Halles.

M. Emmanuel CALDAGUÈS répond par la négative : malheureusement, les enfants n'ont pas pu réintégrer la piscine des Halles, comme la mairie et les parents le demandaient. Une répartition des écoles a été faite par la DJS et la DASCO, sans d'ailleurs que la mairie n'ait été consultée ni informée : les écoles élémentaires sont ainsi envoyées dans des piscines qui ne sont pas dans l'arrondissement. La priorité est donnée au collège pour la piscine des Halles. M. Emmanuel CALDAGUÈS avoue que les raisons données pour l'organisation ne sont pas complètement satisfaisantes, mais la mairie a reçu une fin de non-recevoir de la Ville sur la question de la réintégration à la piscine des Halles.

Mme Catherine TRONCA souhaite connaître la date à laquelle la Mairie a eu une réponse, car, lors du dernier Conseil d'arrondissement, elle n'avait pas eu de réponse.

M. Emmanuel CALDAGUÈS ne s'en souvient plus. Il précise que ce n'est pas la première fois que la Mairie fait cette demande. Il avait d'ailleurs transféré à Mme TRONCA les réponses de la DJS, comme convenu. Au premier Conseil d'école de l'Arbre Sec, la mairie va tenter de faire une nouvelle tentative avec les parents, ensemble. Il ajoute qu'il s'agit d'un blocage de la part de la DGS.

Mme Catherine TRONCA précise que le directeur avait été informé : il était nouveau et pensait que cela n'était pas du tout négociable.

M. Emmanuel CALDAGUÈS fait savoir que la Mairie est revenue à la charge.

Mme Catherine TRONCA répond être également revenue à la charge : il serait donc possible de continuer.

M. Emmanuel CALDAGUÈS la rejoint et indique que la Mairie va le faire également.

Communication sur les faits marquants dans le 1^{er} arrondissement à l'occasion de cette rentrée

M. Jean-François LEGARET aborde la fermeture des voies sur berges, qui crée de nombreuses perturbations. Cela sera évoqué dans un instant. Il a le regret de dire qu'un accident mortel a eu lieu la semaine dernière, en présence de plusieurs témoins. Une malheureuse passante, une dame âgée, a été renversée par une voiture. Les professionnels des véhicules de secours présents sur place disaient à M. Jean-François LEGARET, qu'avec la fermeture des voies sur berges, l'agressivité des conducteurs était effrayante. Cela est facile à constater : de son bureau, M. Jean-François LEGARET entend toute la journée les cornes de brume des bus de la RATP et un concert de klaxons ininterrompu. Voilà comment les choses se passent : elles se passent mal. Il rappelle que successivement, un avis obligatoire de l'autorité environnementale, signé par le préfet de la région Ile-de-France, a émis de très nombreuses réserves sur ce projet, puis que le rapport de la commission d'enquête a été totalement défavorable. Il doit dire que cela est complètement inédit et ne se produit d'habitude jamais.

M. Jean-François LEGARET poursuit en expliquant que, quand une commission d'enquête a des réserves, elle fait des recommandations. Dans ce cas, il s'agit d'un avis défavorable. Il rappelle que c'est une enquête d'utilité publique : la commission d'enquête refuse de se prononcer sur l'utilité publique du projet, en considérant que les éléments qui ont été fournis par la Mairie de Paris ne sont pas crédibles et ne sont pas probants. Cela est totalement inédit.

Enfin, ce qui est inédit également est que la Maire de Paris a annoncé que, quel que soit l'avis – même défavorable - elle était décidée à réaliser son projet sans en tenir aucun compte. Dans une enquête publique, en principe, surtout quand cette enquête est rendue obligatoire par la Loi, les gens viennent déposer des observations en se disant qu'il est souhaitable qu'il soit tenu compte de leur avis. Si par avance, il est acquis qu'il ne sera tenu aucun compte de ces observations, la nature même de l'enquête publique est bafouée.

M. Jean-François LEGARET souhaite ensuite dire un mot sur la réforme du statut de Paris, puisqu'il semblerait que la loi vienne en discussion devant le Sénat à partir du 11 octobre. Cette loi comprend trois volets. L'un concerne la fusion des quatre arrondissements du centre en un seul secteur. M. Jean-François LEGARET se bornera à rappeler qu'à chaque fois, la modification du statut de Paris a été un acte historique. Il a rappelé le rôle de Jacques DOMINATI tout à l'heure. Quand un Maire a été institué à Paris, cela a été un acte historique. Quand les Mairies d'arrondissement ont été instituées, il s'agissait d'un acte historique. Faire une réforme de la loi qui régit la capitale de la France pour faire la fusion des quatre arrondissements du centre concerne ces deniers, certes très directement, mais, au regard de l'histoire, cela est complètement dérisoire et n'a strictement aucun sens, sinon, quelques arrières pensées : il laisse les Conseillers d'arrondissement imaginer ce qu'ils veulent.

M. Jean-François LEGARET se permet de signaler que le plus curieux est que le calendrier de la législature étant embouteillé jusqu'à la fin de la session parlementaire, pour que le Parlement délibère et vote la loi, il faudra le faire en utilisant la procédure accélérée. C'est-à-dire qu'en plein état d'urgence, l'urgence sera votée, sur un texte qui ne s'appliquera – s'il est voté – qu'après les élections municipales de 2020. Il faut que les Conseillers d'arrondissement et les personnes présentes ce soir sachent cela et il faut qu'ils le fassent savoir.

M. Jean-François LEGARET voulait enfin dire que deux évènements dans l'actualité récente l'ont fait réagir. Tout d'abord, il a été convié, en tant que Maire d'arrondissement, la semaine dernière, par Mme Pauline VERRON, à une réunion sur les maisons des associations. Après qu'un bilan de l'activité des maisons des associations a été présenté, il a été annoncé que celles des petits arrondissements allaient fusionner. Cela devient obsessionnel. Il a rappelé à ce titre que, premièrement, il s'agissait d'une promesse formelle de M. Bertrand DELANOE – Maire de Paris – d'équiper chaque arrondissement d'une maison des associations, avant la fin de sa première mandature. Il a tenu promesse, non sans mal d'ailleurs, puisque la maison des associations du 1^{er} arrondissement avait été la dernière à être inaugurée, moins de trois mois avant les élections municipales de 2008. Toujours est-il que cela avait été fait. M. Jean-François LEGARET est donc surpris de voir Mme HIDALGO bafouer une promesse de son prédécesseur. La deuxième observation qu'il a faite est que, curieusement, la suppression d'une maison des associations ne relève pas du Conseil de Paris. Cela relève du Conseil d'arrondissement : il s'agit d'une délibération du Conseil d'arrondissement. Il appelle ses chers collègues à se mobiliser le moment venu.

Comme dernier point, M. Jean-François LEGARET explique qu'il a reçu une brochure, très belle. Il ne sait pas combien elle a coûté. Elle s'appelle *La Canopée des Halles*. Plusieurs centaines d'exemplaires lui ont été envoyées. Plusieurs centaines d'exemplaires ont été diffusées dans les écoles. M. Jean-François LEGARET a écrit à Mme HIDALGO pour lui demander d'arrêter la diffusion de cette brochure. Tout d'abord parce que dans ce document se trouve un très bel éditorial de Mme HIDALGO. Or, une loi impose toute municipalité qui vante ses projets à donner la parole à l'opposition. Cela semble avoir été oublié, mais il s'agit d'une obligation légale. Ensuite, il renvoie les Conseillers présents à la dernière page de la brochure qu'il peut faire circuler : le plus extraordinaire est que cela s'appelle « *les Halles au complet* ». Il est dit : « *En 2016, ouverture de la Canopée. Tout est terminé.* » La brochure montre des photomontages. Il est dit : « *Une nouvelle porte, place Marguerite de Navarre, qui relie directement la rue avec la salle d'échanges* ». Il ignore si les Conseillers se sont rendus récemment à la place Marguerite de Navarre, mais ils ne risquent pas de voir la sortie Marguerite de Navarre, puisque c'est encore un grand trou, avec des poutrelles. Le paroxysme de la désinformation est atteint. Photomontage à l'appui, il est dit qu'en 2016, tout est terminé. Comme les Conseillers d'arrondissement le savent sans doute, s'ils sont riverains, le chantier des Halles devrait se terminer mi-2018, si tout va bien. Il reste encore deux ans à attendre.

M. Jean-François LEGARET fait circuler le document, dont il a demandé que la diffusion soit interrompue, car il trouve outrageant, vis-à-vis des Parisiens et des habitants du 1^{er} arrondissement, de

communiquer de cette manière. Il a terminé et s'excuse de cette communication, un peu inhabituelle, mais il tenait à réagir sur ces éléments d'actualité.

Projet de délibération 2016 SG 29 - Aménagement des berges de la Seine liaison Bastille/Tour Eiffel (1^{er}, 4^{ème}, 7^{ème}, 12^{ème})

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE pour présenter conjointement les deux délibérations sur l'aménagement des berges et le vœu qu'il a préparé.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE aborde la délibération 2016 SG 29 qui a pour objet le projet de fermeture à la circulation automobile de la voie Georges Pompidou sur 3,3 kilomètres dans les 1^{er} et 4^{ème} arrondissements, de l'entrée du tunnel des Tuileries à la sortie du tunnel Henri IV. Autrement dit, il s'agit du projet même de fermeture des voies sur berges.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE propose de rendre un avis défavorable à cette délibération, non pas sur le principe même de réduire la pression automobile dans le centre de Paris – principe que tous les Conseillers partagent – mais sur les modalités et le calendrier du projet de Mme HIDALGO, pour cinq principales raisons qu'il expose.

La première raison est que la concertation fut un simulacre. La Maire de Paris avait osé qualifier « *de phase de concertation intense et riche* » le faux-semblant de concertation organisée à l'été 2015, pendant les congés estivaux des Parisiens. Du reste, ces derniers n'avaient pas été dupes, puisque moins de 1 000 d'entre eux ont participé. Ces rares participants n'avaient pas été conquis par le projet lui-même puisque seuls 45 avaient exprimé une opinion favorable.

La deuxième raison est que les reports de circulation et l'allongement des temps de parcours sont très significatifs. Dans une étude rendue publique en 2015, la direction de la voirie et des déplacements avait anticipé comme majeur l'impact dans Paris intra-muros. Dans le 1^{er} arrondissement, les reports de circulation devaient se faire sentir sur les quais hauts, mais aussi rue Saint-Honoré et rue Etienne Marcel. Sur les quais hauts, l'augmentation du trafic devait atteindre + 580 véhicules par heure. Les temps de parcours entre la Concorde et le quai Henri IV devaient passer de 12 à 23 minutes le matin et de 16 à 24 minutes le soir. Mais dans les faits, la réalité a déjà largement dépassé ces anticipations. Par exemple, le temps de parcours le soir, entre la Concorde et le quai Henri IV n'a pas été rallongé de 16 à 24 minutes seulement, mais de 16 à 32 minutes (c'est-à-dire un doublement du temps de parcours). Le journaliste du Parisien Benoît Hasse a rendu compte de cela la semaine dernière, dans un article intitulé « Fermeture des voies sur berges : ça coince sur les quais hauts ». Naturellement, du fait de ces reports de circulation et des embouteillages induits, de très importants dommages collatéraux vont impacter et impactent déjà les quais hauts rive droite, en terme de perte d'accessibilité, d'entraves à l'activité économique, de nuisances sonores, olfactives et visuelles et de hausse de la pollution atmosphérique.

La troisième raison est que le projet n'a été précédé d'aucune amélioration de l'offre de transports en commun, ni le long de la Seine, ni sur la Seine elle-même. La Maire de Paris continue ainsi de mener une politique anti-automobile sans alternative favorable aux transports en commun. La ligne du RER C n'a pas été remise à niveau. Elle reste une ligne malade qui n'assure pas de manière fiable et confortable la jonction entre les principaux sites touristiques de la capitale. Le projet de création d'une liaison à haut niveau de service sur la rive droite est, quant à lui, toujours d'actualité, mais avec pour nouvel horizon 2020. Enfin, non seulement l'offre de transports en commun n'a pas été améliorée préalablement, mais celle qui existe actuellement va être détériorée, puisque la circulation des bus sera impactée par les reports de circulation sur les quais hauts.

La quatrième raison, souvent évoquée dans le 1^{er} arrondissement, concerne les très nombreux travaux en cours et programmés : les Halles, la Samaritaine, La Poste du Louvre, Climespace, le théâtre du Châtelet à venir, le Louvre des Antiquaires, etc. La bonne réalisation de ces travaux et le bon

approvisionnement de ces chantiers nécessitent de fluidifier les flots de circulation de camions dans le centre de Paris. C'est la raison pour laquelle l'ensemble des élus de la majorité de l'arrondissement avait demandé en début de l'année à la Maire de Paris un moratoire sur le projet de fermeture des voies sur berges jusqu'à l'été 2018, le temps d'achever l'essentiel de ces travaux, qui, soit-dit en passant, sont voulus par Mme HIDALGO. Mais le bon sens n'avait pas été écouté.

La cinquième et dernière raison, mais non des moindres, est que la commission d'enquête publique – M. le Maire l'a évoqué tout à l'heure – a rendu début août un avis très défavorable sur ce projet. Les arguments des Parisiens et ceux de l'opposition municipale ont manifestement fait mouche, puisque la commission en a repris les principaux, sur le simulacre de concertation, l'exiguïté du périmètre d'une enquête excluant plusieurs arrondissements parisiens (et les communes de banlieue pourtant impactées) et l'insuffisance de l'étude d'impact sur les reports de circulation et le rallongement des temps de parcours, mais aussi – c'est important – sur la réduction de la pollution automobile attendue. La commission a par ailleurs insisté sur deux autres lacunes : trop peu sur les nouvelles activités économiques liées aux usages de la Seine qui auraient pu compenser l'impact économique très négatif du projet et trop peu aussi sur l'aménagement destiné à réutiliser les tunnels des Tuileries et Henri IV qui représentent pourtant le tiers du linéaire fermé à la circulation automobile et qui, pour le moment et à sa connaissance, ne font pas l'objet du moindre commencement de début de projet.

La commission a finalement estimé : « *ne pas être à même de se prononcer valablement sur l'intérêt public du projet* ». Mais pour Mme HIDALGO, manifestement, cela importe peu. Instrumentalisant une nouvelle fois l'écologie à des fins politiques, la Maire de Paris décide, par la présente délibération, de ne pas suivre l'avis défavorable de la commission d'enquête. En matière environnementale, ses actes contredisent pourtant assez largement ses paroles. Mme HIDALGO invoque l'urgence climatique, mais dans le même temps, elle refuse d'accéder à la demande de l'opposition de réaliser les mesures de la qualité de l'air, avant et après la fermeture des voies sur berges. Dans le même temps, elle reporte aussi à 2020 le renforcement de l'offre de transports en commun le long de la Seine et rive droite. Naturellement, sur le plan juridique, Mme HIDALGO peut ne pas suivre l'avis de la commission, mais la majorité du Conseil d'arrondissement considère qu'elle a politiquement tort de passer outre les réserves qui ont été très légitimement exprimées, par de nombreux habitants et acteurs de Paris et de l'Ile-de-France. La majorité du Conseil d'arrondissement a la faiblesse de penser qu'une bonne politique consiste à susciter l'adhésion à un projet et ne pas mépriser les arguments qui peuvent se faire entendre.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE veut, par avance, répondre à l'argument que leurs amis de l'opposition d'arrondissement ne manqueront probablement pas d'alléguer, à savoir qu'en 2014, les Parisiens auraient déjà voté pour la fermeture des voies sur berges. Cela est faux : en 2014, le programme de la candidate HIDALGO ne proposait pas de fermer les voies sur berges. Cette proposition était celle du candidat écologiste concurrent, Christophe NAJDOVSKI. Autrement dit, les Parisiens feraient une nouvelle fois les frais d'accords d'appareils qui visent à présenter une introuvable majorité rose et verte.

Et pourtant, il était possible d'agir autrement et d'agir ensemble. Au printemps 2015, les élus du groupe Les Républicains au Conseil de Paris, emmenés par Jean-François LEGARET et Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET avaient présenté, dans un esprit constructif, des propositions alternatives pour améliorer le projet de la Maire de Paris, avec notamment une fermeture progressive des voies sur berges ou des quais hauts. De même, les membres du Conseil de quartier Saint-Germain l'Auxerrois, dont un certain nombre se trouve ce soir dans la salle, et qui sont les plus directement concernés, avaient eux aussi fait des propositions et par exemple celle de multiplier les journées « Paris respire », les samedis, plutôt que de piétonner toute la semaine. Mais la Maire de Paris a évacué ces différentes propositions alternatives, avec – il veut le redire ici ce soir – beaucoup de mépris et de condescendance.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE vient donc de rappeler les principales raisons pour lesquelles il propose de rendre un avis défavorable sur ce projet de fermeture des voies sur berges rive droite, en l'état de ses modalités et de son calendrier.

Par souci de cohérence, il propose de rendre également un avis défavorable sur l'autre délibération, qui est la 2016 SG 30, qui a pour objet de mettre à jour les conventions entre la Ville de Paris et le port autonome de Paris pour la nouvelle exploitation et les nouveaux usages des berges de Seine rive droite.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE demande la permission de joindre au rapport de cette délibération la brève présentation d'un vœu que propose la majorité d'arrondissement, pour remettre en quelque sorte sur le métier le projet d'aménagement des voies sur berges. L'idée et la finalité de ce vœu sont très simples : il s'agit de recréer les conditions d'une plus large adhésion pour un projet de réduction de la pression économique sur les quais de la rive droite de la Seine. Il répète que cette ambition est partagée par tous. Pour cela, la majorité d'arrondissement fait la proposition d'intérêt général suivante : que la Maire de Paris retravaille son projet d'aménagement des voies sur berges rive droite en reportant leur fermeture et en ouvrant une nouvelle concertation à laquelle, cette fois, elle associera l'ensemble des acteurs parisiens et franciliens concernés et qui ont un intérêt à participer.

M. Jean-François LEGARET remercie M. Nicolas MARTIN-LALANDE et ajoute que ce dernier connaît bien ce sujet, sur lequel il a beaucoup travaillé. Il a aidé la majorité d'arrondissement à émettre des propositions.

M. Jean-François LEGARET ouvre le débat.

M. Marc MUTTI ne va pas rajouter beaucoup de choses par rapport aux commentaires et à l'analyse de son ami et collègue M. Nicolas MARTIN-LALANDE, qui a été extrêmement exhaustif et très précis. Il souhaite ajouter juste deux choses. Tout d'abord, il veut répondre à un mensonge de la Ville de Paris concernant la reconquête ou la re-piétonisation des berges : avant la construction de la voie Georges Pompidou, il n'existait pas de voie piétonne le long de la Seine. Il ne s'agit donc pas, à proprement parlé, de reconquête.

M. Marc MUTTI voulait aussi faire un éclairage sur l'un des aspects de cette question des voies sur berges, qui d'ailleurs, a été extrêmement bien développé par la commission d'enquête, et qui souligne l'impact négatif de ce projet sur l'économie. Il reprend ses casquettes d'adjoint à l'économie et aux finances, pour dire qu'effectivement, les embouteillages et la thrombose qui vont être provoqués par cette piétonisation, va provoquer, à l'échelle de l'Ile-de-France, des choses assez graves. La plupart des Maires, des Conseils départementaux et le Conseil régional, s'est émue de ce déni de démocratie. Il faut savoir que Paris et l'Ile-de-France représentent à peu près 30% du PIB français. Il ne s'agit pas de raisonner en millions, mais en milliards d'euros. La voie express représente 50 000 véhicules jour et elle est parcourue par des professionnels. La seule réponse apportée par la Ville de Paris est de dire que cela va créer 40 emplois et 3 millions de chiffres d'affaires, grâce aux gargotes créées sur ces voies piétonnes. Si les choses n'avaient pas été aussi graves, M. Marc MUTTI aurait demandé la permission à M. le Maire d'en rire. Encore une fois, il constate qu'il s'agit, dans cette situation, de se moquer du monde : déni de démocratie, mensonge par rapport à la re-piétonisation et soi-disant reconquête. Les solutions qu'apporte Mme HIDALGO en termes de réponse économique, par rapport aux enjeux, ne sont évidemment pas du tout adaptées.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Martine FIGUEROA.

Mme Martine FIGUEROA souhaite apporter sa validation, à titre personnel, concernant les problèmes que les habitants rencontrent. Tous les jours, elle prend cet axe pour rentrer chez elle. Elle mettait avant entre 20 et 25 minutes. Aujourd'hui, son temps de transport est de 1 h 10. Tous les jours, les bus

s'arrêtent à Concorde, ce qui signifie que le service est partiel. Il en va ainsi depuis la rentrée. Elle pratique avec d'autres personnes tous les jours cette gymnastique. Cela va lui faire du bien : elle va s'y rendre à pied, bien sûr, mais elle aimerait bien aussi rentrer chez elle aussi rapidement qu'avant.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS.

M. Emmanuel CALDAGUÈS explique que deux éléments majeurs sont à prendre en compte. M. Nicolas MARTIN-LALANDE les a rappelés : ce sont les deux grandes ambitions voulues officiellement par la Mairie de Paris et par l'ensemble des élus parisiens, lui semble-t-il, quelle que soit leur couleur politique. Ces deux objectifs sont de réduire la pression automobile et améliorer la qualité de l'air et donc lutter contre la pollution. Il est démontré que le premier objectif – réduire la pression automobile – n'est pas atteint puisqu'en surface, aussi bien les études de la voirie que les études récentes auxquelles M. Nicolas MARTIN-LALANDE faisait allusion, démontrent qu'il y a plus de voitures, plus de pression automobile, plus de nuisances. Il suffit de circuler sur les quais régulièrement pour s'apercevoir que cela est totalement invivable. Il est possible de constater tous les jours l'état de stress et d'énervement des automobilistes, des riverains et piétons. Il est donc démontré que ce premier objectif, manifestement, n'est pas rempli.

Le deuxième objectif est d'améliorer la qualité de l'air et de réduire la pollution. La commission d'enquête dit qu'il n'est nullement démontré que les dispositifs prévus par la Ville de Paris vont réduire la pollution. Elle dit qu'il n'existe aucune preuve que cela va réduire la pollution. C'est ce que tout le monde pense et ce que tout le monde ressent. A cela, la Ville de Paris ne répond pas et traite avec le plus grand mépris la décision de la commission d'enquête, les différentes observations que peuvent faire les Conseillers d'arrondissement, alors que c'est pourtant le cœur de l'ambition de cette politique qui a démarré depuis 2001. Il existe donc un précédent. Quand la Maire de Paris leur dit que les effets bénéfiques de cette politique seront visibles dans plusieurs années (2030-2040), M. Emmanuel CALDAGUÈS constate que Mme HIDALGO ne sera plus là pour en assumer les responsabilités. L'opposition municipale partage l'objectif mais pas les moyens. Il demande si, avec cette politique mise en place depuis 15 ans, la pollution a baissé et si les nuisances ont baissé dans la capitale et dans le 1^{er} arrondissement. Il constate que non. En tout cas, la majorité parisienne refuse de le mesurer scientifiquement, puisqu'elle refuse de faire des contrôles de pollution avant et après. Il est fasciné, en quelque sorte – même s'il concède que ce mot n'est peut-être pas très adapté – par cette posture permanente qui accuse ceux qui sont contre ce dispositif d'être des criminels écologiques. Ce degré d'invective est presque atteint. Mais il n'est pas démontré que les deux objectifs principaux de la réduction de la pression automobile sont atteints. Il trouve que cela est totalement incompréhensible.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA ne peut évidemment pas laisser la majorité de l'arrondissement affirmer de telles contre-vérités. Elle demande, par exemple, quel argument leur permet de dire que la pollution n'a pas diminué. Cela est totalement faux. Elle souhaite savoir où ils ont vu que la circulation automobile n'a pas diminué depuis 2001. Elle diminue tous les ans de 3% : cela est prouvé, noté, calculé. Chaque année, il y a entre 2 et 3% de circulation automobile en moins, donc forcément, la pollution diminue.

Mme Catherine TRONCA souhaiterait que la majorité d'arrondissement lui explique comment, en fermant une autoroute urbaine, il pourrait y avoir double pollution sur le quai haut : puisqu'il n'y aura plus de pollution en bas, cela ne peut pas se multiplier par deux. Ce n'est techniquement pas possible. Elle ne voit pas pourquoi la majorité d'arrondissement dit qu'aucune mesure n'existe et pourquoi ces mesures sont contestables : elle cite Airparif. Ces mesures sont réelles. La majorité d'arrondissement les a eues, comme l'opposition.

Elle pense que ce n'est pas un problème de fond, ni politique, mais qu'il s'agit d'un problème sociétal. Ils sont tous d'accord pour dire qu'il faut diminuer la pollution dans Paris. M. Jean-François

LEGARET n'y est pas opposé, il l'a dit d'ailleurs clairement devant la commission d'enquête. Cela est réel. Il est évident qu'il n'est pas possible de continuer à former des vœux pieux et ne rien faire. Comme tous les intervenants l'ont dit : ils sont tous d'accord sur le fond. Il faut diminuer cette circulation automobile et par là, faire diminuer la pollution en dioxyde et en nuisance sonore.

Quand la majorité d'arrondissement affirme que Mme HIDALGO ne tient pas compte des résultats de l'enquête, cela est faux, puisque Mme Catherine TRONCA rappelle que l'arrêté du préfet de police propose que cela soit une expérimentation pendant six mois. Il est bien évident que si la conclusion de la préfecture est négative, la réversibilité est prévue de toute façon, en cas de crue etc. Les Conseillers de la majorité d'arrondissement affirment donc des choses qu'ils ne connaissent pas.

M. Jean-François LEGARET donne la parole M. Nicolas MARTIN-LALANDE pour répondre à quelques-unes de ces questions.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE revient très brièvement sur le premier argument d'une baisse de la circulation. Cela est possible, même assez probable. Lorsque les automobilistes sont dégoûtés, la circulation finit par baisser. Simplement, une moindre circulation n'est absolument pas synonyme d'une moindre pollution. Cela peut même être le contraire. Il cite un éminent responsable politique parmi eux ce soir qui se reconnaîtra : « *une voiture qui circule pollue moins qu'une voiture qui ne circule pas* ». Il y a eu une baisse probable de la circulation depuis 2001 et une augmentation exponentielle des embouteillages, qui se sont traduites, comme le disait M. Emmanuel CALDAGUÈS il y a quelques instants, par une augmentation (et non pas une diminution) de la pollution atmosphérique.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE constate qu'effectivement, ils convergent tous sur le fond et partagent l'ambition de réduire la circulation automobile dans le centre de Paris. Mais, en l'occurrence, et les Conseillers de la majorité d'arrondissement le regrettent, c'est Mme HIDALGO qui en fait un problème politique (de par les modalités et le calendrier de fermeture des voies sur berges et l'absence de concertation de tous les Parisiens concernés et les Franciliens impactés). Cela aurait pu – et cela est l'objet du vœu de la majorité d'arrondissement – recréer de l'adhésion autour d'un aménagement de ces voies sur berges dans le centre de Paris. Le postulat est le constat d'un regret et du gâchis auxquels ils aboutissent, parce que précisément Mme HIDALGO n'a pas su réunir les conditions d'un projet mieux partagé (en dépit du partage des finalités et objectifs).

M. Nicolas MARTIN-LALANDE aborde le troisième point concernant l'expérimentation. Il rappelle, pour information, que Mme HIDALGO souhaitait une expérimentation d'une année. Le préfet de police, Michel CADOT, a décidé une expérimentation de six mois seulement. M. Nicolas MARTIN-LALANDE dit, de façon tout à fait informelle – et certaines personnes dans la salle pourraient en attester – que la consigne *off* est qu'au cours de ces six mois d'expérimentation, les riverains des quais de Louvre et autres, qui subissent déjà tout cela et subiront la crue, n'auront même pas le droit aux aménagements, aux raccordements, aux branchements qui étaient programmés. La consigne informelle est de ne pas faire, naturellement, le moindre travail de voirie dans les six mois de l'expérimentation à venir, car cela risquerait de compromettre son résultat. Ce n'est pas seulement la double peine : c'est la triple peine pour les riverains des quais.

M. Jean-François LEGARET pense qu'ils ne parviendront pas à se convaincre mutuellement. Il tient simplement à dire, qu'en allant consulter le registre des observations qui ont été déposées lors de l'enquête publique, il a été frappé par le sérieux et la qualité de ces observations. Il a été frappé par la qualité du rapport de l'enquête d'utilité publique qui est à disposition si certains souhaitent le consulter. Il est très complet, très circonstancié. Il souhaite en lire un paragraphe : « *les résultats de l'impact avancés par la ville montrant une amélioration de la qualité de l'air ont été faits selon la méthodologie dite *cooper 4* qui est basée sur une vitesse moyenne, à savoir la vitesse maximum autorisée sur cette voie, soit 50 km/heure. Or, si cette vitesse maximale de 50 km/heure apparaît une hypothèse acceptable pour le trafic circulant sur la voie sur berge, il n'en est pas de même pour le*

trafic qui circulera sur le quai haut ». Cela est facile à constater. Après la réalisation du projet, ce trafic, comme cela résulte de l'étude d'impact même, se trouvera ralenti. La vitesse, après projet, entre la place de la Concorde et le pont d'Austerlitz est de 16 km/heure et le temps de parcours sera plus long. Or, les émissions polluantes des automobiles à la vitesse de 20 km/heure sont deux fois supérieures à celles émises à la vitesse de 50 km/heure.

Par ailleurs, et même si ces données sont difficiles à interpréter (la commission d'enquête utilise toutes les précautions), comme le fait remarquer la Ville, il n'est pas sans intérêt de noter, comme cela a été rapporté à l'enquête publique, que durant la récente crue de la Seine, aux jours de fermeture notamment des berges de la Seine, ont correspondu, selon les relevés quotidiens effectués par Airparif, des jours, de fortes pollutions. Voilà ce qu'écrit le rapport d'enquête publique. Il voit mal comment, en constatant la situation et avec un minimum de bon sens, il serait raisonnablement possible de contester cette affirmation, et comment surtout, il est possible de considérer que ce rapport est nul, non avénu et qu'aucun compte ne lui sera accordé. Pour toutes ces raisons, il partage les conclusions du rapporteur et votera comme il le propose, un avis défavorable.

M. Jean-François LEGARET précise que sur la deuxième délibération qui concerne les relations avec le port autonome, étant premier vice-président du port autonome, il ne prendra pas, selon la règle, part à la délibération. Il votera sur la première et ne prendra pas pour la deuxième.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA ne veut pas le contredire systématiquement. Elle a lu ce rapport d'enquête. Il est très sérieux. Elle le trouve juste très étonnant et un peu partiel concernant le problème de santé publique dont il semble se désintéresser. En tant que médecin, cela l'interpelle. Elle a trouvé cette commission partisane sur ce point. C'est un état d'âme d'emblée, qui semble signifier : « *la santé publique certes, mais bon, voilà* ». Ils n'ont pas interviewé de médecins. D'ailleurs, le *Journal du Dimanche* d'hier a donné une réponse des pneumologues qui s'en sont émus.

Deuxièmement, le phénomène d'évaporation des voitures est démontré. Evidemment, quand il y a une crue, il n'est pas possible de prévoir. Ils sont un peu pris au piège. Mais les Conseillers de la majorité du Conseil d'arrondissement savent comme elle (et cela été écrit dans le rapport), que cette crue récente a été beaucoup plus importante et a eu des conséquences bien au-delà de Paris, sur les banlieues limitrophes, ce qui a entraîné des embouteillages beaucoup plus importants que ce qui se passerait lors de la piétonisation des voies sur berges.

M. Jean-François LEGARET ne va pas contester tous les propos et le point de vue Mme Catherine TRONCA. Libre à elle d'être disciplinée.

Mme Catherine TRONCA répond que ce n'est pas qu'une discipline.

M. Jean-François LEGARET fait savoir que, concernant la santé publique, il s'agit bien de parler de la pollution de l'air. Comme il vient de le rappeler, le rapport d'enquête publique, vient de dire que la qualité de l'air, en tout cas dans le 1^{er} arrondissement et dans le centre de Paris, va se trouver dégradée. Cela est un fait et une donnée de base. Il a quand même beaucoup de mal à admettre que des responsables politiques, quel que soit leur degré de responsabilité, puissent prendre une décision en sachant qu'ils vont dégrader la qualité de l'air dans un secteur de Paris. Cela lui pose un vrai problème, a fortiori puisqu'il s'agit du 1^{er} arrondissement.

M. Jean-François LEGARET met aux voix le projet de délibération 2016 SG 29, qui reçoit un avis défavorable par 9 voix Contre (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

M. Jean-François LEGARET met aux voix le projet de délibération 2016 SG 30, qui reçoit un avis défavorable par 8 voix Contre (M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

Le Conseil d'arrondissement adopte le vœu présenté par M. Nicolas MARTIN-LALANDE, par 9 voix Pour (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Contre (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

Projet de délibération 2016 DAC 127 - Subvention (7.123.000 euros) et avenant avec l'association Théâtre Musical de Paris-Châtelet (1^{er}).

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine SALVADOR à propos de la subvention et de l'avenant de l'association Théâtre Musical de Paris-Châtelet (1^{er}).

Dans le cadre de la politique musicale de la Ville de Paris, Mme Catherine SALVADOR propose d'apporter un soutien à l'association Théâtre musical de Paris-Châtelet, dont le siège est dans le 1^{er} arrondissement, au 2 rue Edouard Colonne. Cette association est maintenant présidée par M. Sébastien BAZIN. Un changement de président est intervenu récemment. Elle est toujours dirigée avec beaucoup de talent par M. Jean-Luc CHOPLIN depuis 10 ans. Cette association a été créée en 1979 et a pour but d'assurer le fonctionnement d'un écrivain voué à l'art lyrique sous toutes ses formes, à la musique symphonique, instrumentale, à la chanson, à l'art chorégraphique et parfois maintenant même au monde de l'humour. Mme Catherine SALVADOR ne va pas donner la liste de l'ensemble des spectacles qui sont très intéressants. Il y en a eu et il y en aura encore pour tous les goûts et pour tous.

S'agissant des actions culturelles, le théâtre du Châtelet propose toujours depuis octobre 2010, les « Concert Tôt – Concert Tea » qui sont des programmes destinés aux familles, en explorant les univers musicaux. Ces spectacles sont souvent interprétés et animés par les élèves du Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris et le Conservatoire à rayonnement régional de Paris.

Afin d'ouvrir davantage le Châtelet au public, 300 places sont proposées gratuitement aux familles, à chaque représentation en partenariat avec différents organismes sociaux et avec les associations. Le Châtelet continue ses actions éducatives et pédagogiques avec l'accueil des jeunes. Mme Catherine SALVADOR apporte, comme elle le fait chaque semestre un bémol : les écoles du 1^{er} arrondissement ne sont, hélas, pas assez privilégiées dans les actions menées par le Châtelet.

Par une délibération en date de décembre 2015, les Conseillers d'arrondissement ont bien voulu accorder au titre de l'année 2016 un acompte sur la subvention de fonctionnement de cette association d'un montant de 8 123 000 euros. Il s'agit, par rapport à 2015, de 500 000 euros de moins. Selon le montant délibéré en décembre dernier de la subvention de fonctionnement de la Ville de Paris au théâtre du Châtelet, elle est de 15 246 000 euros, soit 1 million de moins qu'en 2015. Mme Catherine SALVADOR propose un complément de 7 123 000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Elle demande donc de donner un avis favorable à cette délibération.

M. Jean-François LEGARET précise qu'il s'agit d'un deuxième acompte, de 7 123 000 euros.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération qui reçoit un avis favorable à l'unanimité

Projet de délibération 2016 DAC 296 - Conventions avec l'Académie de Paris et les conservatoires municipaux d'arrondissement du centre, 13^{ème} et 18^{ème} relatives aux classes à horaires aménagés musique

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine SALVADOR pour la présentation de ce projet de délibération, concernant notamment le Conservatoire du centre.

Mme Catherine SALVADOR va aller à l'essentiel en parlant du Conservatoire du centre, puisque plusieurs conservatoires sont concernés (du 13^{ème} et du 18^{ème}). La Ville de Paris s'est résolument engagée dans une politique visant à favoriser l'accès à la pratique artistique, notamment auprès des jeunes, dans le domaine de la musique, de la danse et de l'art dramatique. C'est l'une des missions centrales dévolues aujourd'hui aux conservatoires municipaux d'arrondissement. Dans le cadre de cette politique et afin de toucher de nouveaux publics, la Ville de Paris a souhaité initier la création, en partenariat avec l'Education Nationale, de classes avec horaires aménagés musique (CHAM). Ces classes offrent ainsi à des élèves la possibilité de recevoir, en plus de leur scolarité générale, une formation dans le domaine de la musique. Ces classes accueillent ainsi une grande diversité d'élèves. Certains sont débutants, d'autres ont déjà une pratique dans le domaine de la musique. Ce projet veut permettre de développer une dynamique collective d'apprentissage. Les élèves suivent, dans ce cadre, un enseignement musical, dispensé conjointement par les professeurs de l'Education Nationale, par les professeurs des conservatoires et aussi par les professeurs de musique de la Ville de Paris pour le 1^{er} degré (donc pour les primaires).

Mme Catherine SALVADOR explique que la Mairie d'arrondissement voudra valider les conventions avec l'Académie de Paris pour ce dispositif qui existe déjà depuis 2010 dans le 13^{ème} arrondissement, depuis 2012 dans le 18^{ème} arrondissement, où des écoles et des collèges fonctionnent avec les conservatoires. L'idée est d'élargir l'offre de formation culturelle et artistique de qualité à un grand nombre de jeunes, notamment auprès de ceux qui sont les plus éloignés des pratiques artistiques.

Mme Catherine SALVADOR propose de voter favorablement pour autoriser un rapprochement de la Ville de Paris visant à cadrer ce dispositif (classes à horaires aménagés musique) avec les conservatoires.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations. Il donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA croit avoir compris que le 1^{er} arrondissement n'était pas concerné.

Mme Catherine SALVADOR précise que deux arrondissements étaient déjà concernés et le 1^{er} arrondissement est maintenant concerné.

Mme Catherine TRONCA demande quelle école est concernée.

M. Jean-François LEGARET lui répond que la Mairie en fera la demande et que la liste lui sera communiquée.

Mme Catherine TRONCA souhaite savoir s'il s'agit d'heures supplémentaires ou si cela est prévu dans le programme.

M. Jean-François LEGARET répond que cela rentre dans le cadre des horaires aménagés.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Françoise FILOCHE.

Mme Françoise FILOCHE demande si cela a à voir avec ce qui se faisait au Louvre. Le nom lui échappe, mais il s'agissait d'une chorale.

M. Jean-François LEGARET répond par la négative. Il s'agit vraiment du système des horaires aménagés, qui sont conventionnés avec certains établissements scolaires.

Mme Françoise FILOCHE souhaite savoir si ces activités seront maintenues.

Si M. Jean-François LEGARET a bien compris, trois conservatoires de Paris sont directement liés par des conventions avec l'Académie de Paris, dont le conservatoire du centre. Il ajoute que la liste des établissements sera donnée aux Conseillers de l'opposition d'arrondissement.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération qui reçoit un avis favorable à l'unanimité

Projet de délibération 2016 DAC 685 - Subvention d'équipement (313.000 euros) et convention avec l'association La Place – centre culturel hip hop (1^{er})

M. Jean-François LEGARET donne de nouveau la parole à Mme Catherine SALVADOR, concernant une subvention d'équipement avec l'association La Place. Il indique qu'il ne prendra de nouveau pas part au vote, car il a l'honneur et l'avantage d'être administrateur de La Place, désigné par le Conseil de Paris.

Mme Catherine SALVADOR ne cache pas qu'elle avait hâte de rentrer de vacances pour parler du centre culturel dédié au Hip-Hop à nouveau, que la Ville de Paris soutient, connu de tous maintenant sous le nom de La Place, situé au cœur des Halles, au sein de la Canopée, et où quatre équipements culturels ont été livrés en avril 2016. Elle rassure tout le monde : l'inauguration s'est bien passée.

Une première période d'ouverture, suivant ladite inauguration de la Canopée le 5 avril dernier, a permis d'initier les premières activités de La Place : l'accueil de DJ's dans l'espace bar, une exposition dans le hall et la prise en main des différents espaces par le biais d'accueils d'artistes en résidence. Cette première période, avant l'ouverture totale des espaces au grand public et les premiers spectacles qui ne vont pas tarder à débiter (la semaine prochaine en septembre, lui semble-t-il) a permis d'identifier des besoins complémentaires en équipement, notamment pour le studio Léo Ferré (salle de spectacle de 100 places assises mutualisée entre les différents équipements de la Canopée que sont le conservatoire du centre et la MPAA - Maison des pratiques des arts amateurs). Ces besoins concernent principalement du matériel lumière qui permettra d'accueillir des résidences de création, particulièrement en danse.

Il est donc proposé d'octroyer une subvention d'équipement d'un montant de 313 000 euros pour finaliser l'équipement du centre culturel et en particulier, celui du studio Léo Ferré.

Mme Catherine SALVADOR invite les Conseillers d'arrondissement à délibérer et à donner un avis favorable pour que la lumière soit.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA souhaite savoir si les places sont gratuites ou payantes.

Mme Catherine SALVADOR répond que La Place doit gérer sa trésorerie. Il y a donc des places payantes, obligatoirement.

M. Jean-François LEGARET considère que cette question est bonne. Il n'y répondra pas puisqu'il est administrateur, mais il fait savoir que cette question s'est posée dans la stratégie. D'abord parce qu'une place payante génère des recettes et La Place en a besoin. Les places payantes permettent

d'avoir un *numerus clausus*. Si les manifestations sont toutes gratuites, les afflux peuvent être difficiles à maîtriser, compte-tenu de la situation de ce lieu.

Mme Catherine TRONCA demande si des concerts auront lieu.

Mme Catherine SALVADOR le confirme.

M. Jean-François LEGARET précise que l'inauguration de La Place aura lieu le 21 septembre.

Mme Catherine SALVADOR ajoute que s'il n'y avait pas de places payantes, tout serait à la charge de la Ville de Paris, ce qui serait inconcevable.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération qui reçoit un avis favorable à l'unanimité. M. Jean-François LEGARET ne prend pas part au vote en sa qualité d'administrateur de cette association.

Projet de délibération 2016 DAC 691 - Signature de conventions relatives à des partenariats mis en place par des conservatoires municipaux d'arrondissement de la Ville de Paris dans le cadre de la réforme

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine SALVADOR.

Mme Catherine SALVADOR explique que les 17 conservatoires municipaux d'arrondissement occupent une place particulière dans le dispositif d'enseignement artistique à Paris, en proposant à plus de 20 000 jeunes une offre de qualité en art dramatique, en danse et en musique. Conformément aux engagements qui ont été pris, une réforme des conservatoires est à l'œuvre, afin d'accroître le nombre de places disponibles, de diversifier le profil des élèves, notamment par le renforcement des liens avec l'école évoqué tout à l'heure, ou la création de nouvelles filières collectives, ainsi que par le développement de partenariats avec des structures associatives locales.

Pour mieux répondre à ces objectifs, des liens se sont tissés, pour certains conservatoires dès le début de l'année scolaire dernière (2015/2016), afin de proposer une sensibilisation à la pratique musicale pour les enfants résidents. Parallèlement, le réseau des conservatoires s'est rapproché du service d'accueil familial départemental de Paris, pour permettre à des jeunes placés en famille d'accueil d'accéder à une scolarité en conservatoire. Pour l'année scolaire actuelle 2016/2017, cet accès priorisé sera poursuivi et étendu à titre expérimental aux enfants et aux adolescents pris en charge par le bureau des établissements départementaux (foyers de l'enfance, établissements pour adolescents) et par le bureau de la prévention pour la jeunesse et de l'insertion par les clubs de prévention.

En ce qui concerne le 1^{er} arrondissement, les partenariats ont vocation à se poursuivre et également à se développer. Ainsi, le conservatoire Wolfgang Amadeus Mozart, qui couvre les 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements, prévoit de s'associer au centre socioculturel et à la résidence sociale CERISE afin d'apporter une sensibilisation théâtrale aux jeunes de cette structure. Elle rappelle que le centre CERISE propose d'aider les personnes désocialisées. Ces partenariats font chacun l'objet d'une convention avec les associations. D'autres arrondissements sont concernés également.

Mme Catherine SALVADOR propose de donner un avis favorable pour que les conventions soient signées.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération qui reçoit un avis favorable à l'unanimité

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Françoise FILOCHE

Mme Françoise FILOCHE trouve l'initiative excellente concernant le centre CERISE. Elle demande si ce sont des enfants qui sont visés par ce projet.

Mme Catherine SALVADOR confirme que ce sont uniquement des enfants qui sont concernés.

Mme Françoise FILOCHE souhaite savoir s'il s'agit d'enfants du quartier uniquement.

Mme Catherine SALVADOR répond par l'affirmative : ce sont les enfants du 1^{er} arrondissement.

Projet de délibération 2016 DAE 159 - Mission Vital Quartier 1 confiée à la SEMAEST- compte rendu de l'exercice 2015

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI pour parler du compte rendu annuel 2015 de la mission Quartier 1 confiée à la SEMAEST.

En guise d'avant-propos, M. Marc MUTTI souhaite apporter une réponse à Mme Catherine TRONCA. Lors du Conseil d'arrondissement du 20 juin, cette dernière s'étonnait de la fréquentation du Forum des images. Il avait présenté une délibération concernant des travaux de sécurité au Forum des images, et, dans l'exposé des motifs de la Ville de Paris, le nombre de 270 000 personnes comme visiteurs du Forum était avancé. Mme Catherine TRONCA s'étonnait de ce chiffre qui lui semblait un peu surdimensionné. Il a mené son enquête et pris les renseignements : non seulement le chiffre de 270 000 est exact, mais il est même en dessous de la vérité en vitesse de croisière. Lorsque les mesures de sécurité et les problématiques de chantiers sont pris en compte, la fréquentation du Forum des images – en intégrant toutes les activités périphériques (le festival Au Clair de Lune, les activités du mercredi auprès des scolaires, l'animation auprès des enfants) – le chiffre est plus de 320 000 personnes, dont 30 000 à 40 000 enfants en année pleine.

Mme Catherine TRONCA répond qu'en divisant par 365, cela lui semblait énorme.

M. Marc MUTTI confirme que c'est bien cela : 270 000 personnes, parce que, cette année-là, des soucis de sécurité et de chantiers ont eu lieu.

M. Jean-François LEGARET remercie M. Marc MUTTI pour cette précision.

Revenant au projet de délibération, M. Marc MUTTI explique qu'il s'agit d'approuver le compte-rendu de l'exercice 2015 de la mission Vital Quartier pilotée par la SEMAEST qui s'est achevée au 31 décembre 2015. La mission Vital Quartier, depuis 2004, a couvert six secteurs. Dans le centre de Paris, il s'agit plutôt de la rue Saint-Denis, mais malheureusement, c'est surtout le secteur du 2^{ème} arrondissement qui a été impacté par cette mission.

M. Marc MUTTI rappelle que l'opération Vital Quartier a pour vocation de lutter contre la mono-activité et de revitaliser commercialement certains quartiers qui se trouvent confrontés à une désertification commerciale. Pour mémoire, un deuxième programme a démarré en 2008 (projet Vital Quartier 2) mais il ne concerne pas le 1^{er} arrondissement.

En 10 ans, la SEMAEST est intervenue sur 292 locaux commerciaux, ce qui représente 35 000 m². Pour ce faire, elle a bénéficié d'un prêt de la Ville de Paris à hauteur d'un peu plus de 57 millions d'euros, qu'elle a pratiquement remboursé. Ce dispositif s'est terminé le 31 décembre 2015. Il va perdurer en 2016 avec la rétrocession pour partie à ses locataires (au niveau des baux commerciaux) et pour partie à la filiale commune de la SEMAEST et de la caisse des dépôts qui s'appelle la Foncière Paris Commerces, de manière à ce que ces fonds de commerces soient récupérés.

Le 1^{er} arrondissement a été extrêmement peu impacté par ce plan de revitalisation. M. Marc MUTTI croit que la dernière expérience a concerné une épicerie généraliste rue de la Grande Truanderie. C'est le seul exemple qu'il a en tête de l'intervention de la SEMAEST. Une mobilisation avait eu lieu quelques années plus tôt autour de Antoine BARTH et Seybah DAGOMA à la suite d'un vœu (voté par le Conseil d'arrondissement) d'intégrer, dans ce plan Vital Quartier, les secteurs ouest de l'arrondissement (rue Villedo, rue Thérèse, rue Sainte-Anne notamment), mais il n'avait pas été retenu par le Conseil de Paris.

M. Marc MUTTI précise deux choses. Tout d'abord, il n'est pas possible d'aller contre les objectifs de ce programme Vital Quartier, puisqu'ils vont dans la bonne direction (lutte contre la mono-activité, pour la diversification commerciale). Un projet a été voté avec la Ville de Paris au printemps : Paris Contrat Commerces. Il va dans le même sens et va donner à une société un droit de préemption urbaine notamment pour la lutte contre la mono-activité.

Au vu des objectifs, mais aussi car le 1^{er} arrondissement n'est pas directement concerné par ce Vital Quartier, M. Marc MUTTI propose un NPPV (ne prend pas part au vote). Ce compte rendu d'activités ne concerne pas directement le 1^{er} arrondissement, bien que les objectifs soient extrêmement bons. Ils se retrouvent d'ailleurs dans le Contrat Paris Commerces, que Mme POLSKI est venue présenter ici et que le Conseil d'arrondissement a voté au printemps.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA concède que ce n'est pas la SEMAEST, mais Elogie, mais elle cite un contre-exemple, rue Saint-Denis avec le bar à pipes et à chichas qu'elle ne trouve pas très bien.

M. Jean-François LEGARET la rejoint et la remercie de faire ce rappel.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis favorable sur le projet de délibération 2016 DAE 159 - Mission Vital Quartier 1 confiée à la SEMAEST- compte rendu de l'exercice 2015, par 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE) ; M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD ne prennent pas part au vote sur ce projet de délibération.

Projet de délibération 2016 DASCO 117 - Caisse des Ecoles (1^{er}) - Subvention (17 474 euros) et avenant à la convention pour l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS qui va parler de la subvention et de l'avenant à la convention pour l'amélioration de la qualité du service de restauration scolaire (caisse des écoles du 1^{er}).

M. Emmanuel CALDAGUÈS explique que, comme tous les ans à cette époque, le Conseil d'arrondissement examine la subvention qualité pour la caisse des écoles, qui est la subvention complémentaire à la grosse subvention de restauration. Cette subvention de qualité est calculée en fonction de deux critères importants : les efforts en bénéfice de l'amélioration de la qualité alimentaire et les efforts en matière de formation du personnel de la caisse.

Pour autant, cette année, le montant de la subvention est de 17 474 euros, soit une baisse de 3% par rapport à 2014 et 2015, alors même que le Conseil d'arrondissement avait pris des engagements sur des efforts encore plus importants en matière d'alimentation durable (c'est-à-dire bio et labels). Il s'agissait d'un chiffre de 27,5% d'alimentation durable pour les repas servis aux enfants en 2015. Cela représente plus de 40% en valeur, c'est-à-dire 40% du budget global de la caisse. Le Conseil

d'arrondissement a pris des engagements supplémentaires, notamment sur les fruits et les légumes biologiques pour 2016. Mais malgré cela, la subvention est en baisse de 3%.

M. Emmanuel CALDAGUÈS propose de donner un avis favorable parce qu'il est évident que le Conseil d'arrondissement veut confirmer l'attribution de cette subvention. En revanche, M. Emmanuel CALDAGUÈS n'arrive pas à comprendre comment la Ville respecte les critères (qu'elle a elle-même d'ailleurs définis), en donnant moins d'argent, malgré un effort supplémentaire.

M. Emmanuel CALDAGUÈS ajoute qu'en plus de l'alimentation durable, le Conseil d'arrondissement a mis en place un système de tri dans les écoles élémentaires et aux collèges, qui se déroule bien. Cela permet aux élèves de faire le tri entre les denrées alimentaires, les emballages (pots de yaourts, etc.). Ce système a été mis en place il y a quelques mois. Il s'agit d'un effort en matière de tri sélectif qui fonctionne bien.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA souhaite savoir où en sont les choses concernant les impayés.

M. Emmanuel CALDAGUÈS ne peut pas lui donner une mesure quantifiable ce soir. Il demande à Mme Catherine TRONCA de préciser sa demande.

Mme Catherine TRONCA demande si les impayés ont baissé. Elle croit se souvenir que la somme atteignait 17 000 euros, lors de la dernière réunion.

M. Emmanuel CALDAGUÈS suppose qu'elle évoque la réunion du comité de gestion, ce que Mme Catherine TRONCA lui confirme.

M. Emmanuel CALDAGUÈS note que Mme Catherine TRONCA fait référence aux 17 000 euros qui correspondent à la somme des créances qui ont été déclarées irrécouvrables. Il explique que ces créances sont irrécouvrables. Elles ne peuvent donc pas être récupérées, puisque la Ville a demandé d'accélérer le taux de créances irrécouvrables sur deux exercices. Pour cette année, cette somme est de 17 000 euros et il en sera de même l'année prochaine, alors qu'avant, les inscriptions en créances irrécouvrables étaient moins nombreuses.

Mme Catherine TRONCA souhaitait savoir s'il y en avait plus ou moins.

M. Jean-François LEGARET croit pouvoir dire que le Conseil d'arrondissement s'intéresse beaucoup à cette question. Sa volonté est effectivement d'en diminuer le volume. Une action est ciblée sur un certain nombre de parents qui ont de mauvaises habitudes. C'est ainsi que les choses parviennent à être améliorées. Quelques améliorations sont notables, mais dire que les mauvais recouvrements sont définitivement éradiqués n'est pas possible. Le Conseil d'arrondissement essaie d'y travailler et en rendra compte à l'opposition d'arrondissement lors du comité de gestion.

M. Jean-François LEGARET met ce projet de délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DDCT 42 - Etats spéciaux d'arrondissement - Détermination du cadre de référence de la répartition des dotations d'animation et de gestion locales 2017

Projet de délibération 2016 DDCT 43 - Etats spéciaux d'arrondissement - délibération cadre-investissement 2017

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI, rapporteur de plusieurs délibérations : tout d'abord les états spéciaux d'arrondissement (les clés de répartition), puis la délibération cadre-investissement, puis l'inventaire des équipements de proximité et, enfin la délibération proposée pour rectifier cet inventaire.

M. Jean-François LEGARET demande à M. Marc MUTTI si ce dernier souhaite présenter ces délibérations conjointement.

M. Marc MUTTI explique que ces délibérations pourraient être qualifiées de délibérations « marronniers » pour la plupart. Elles fonctionnent deux par deux. Il propose d'aborder tout de suite les deux premières : DDCT 42 et DDCT 43.

La DDCT 42 détermine un cadre de référence de la répartition des dotations d'animation et de gestion globale pour 2017. Ce cadre fixe donc l'architecture de leur Etat spécial. Au sein de l'exposé des motifs extrêmement complexe de cette délibération, il peut être constaté une forme de « critérisation », qui a pour résultante que le 1^{er} arrondissement se retrouve victime une fois encore d'une forme de déni. Ces critères peuvent être, pour la DAL, socioéconomiques (foyers fiscaux par exemple), pour la DGL, les critères concernant les équipements transférés, avec prise en compte des critères socioprofessionnels.

M. Marc MUTTI rappelle que le 1^{er} arrondissement compte 18 000 habitants la nuit. Le jour, plus de 100 000 personnes sont présentes sur l'arrondissement. Une fois encore, les critères proposés par la Mairie de Paris ne tiennent pas compte de ce que M. Marc MUTTI appelle les « dépenses de centralité » de l'arrondissement. Compte tenu de l'impact au cœur de la métropole que peuvent avoir ces 100 000 personnes sur cet arrondissement, les critères d'attribution financiers de leur Etat spécial sont largement en-dessous de ce que le Conseil d'arrondissement pourrait demander et de ce qui pourrait se justifier totalement. L'état spécial est sous-dimensionné, compte tenu de ces dépenses de centralité. Il trouve que cela est une forme d'injustice faite au 1^{er} arrondissement.

Pour ces raisons, comme l'année précédente, M. Marc MUTTI propose à nouveau de ne pas prendre part au vote, compte tenu du déni que cela représente.

En revanche, il propose de voter favorablement à la seconde délibération qui est la DDCT 43. Cette délibération cadre permet au Conseil d'arrondissement d'engager des dépenses d'investissement sur des équipements non transférés, ce qui permet de gagner en fluidité sur cette partie de la dotation d'investissement. L'an dernier, le Conseil d'arrondissement n'a pas eu à utiliser cette faculté sur des équipements non transférés. L'année précédente en revanche, le Conseil d'arrondissement avait engagé sa dotation d'investissement via ses conseils de quartier, par exemple sur le financement des jardinières place de Valois, qui n'est pas sur l'inventaire des équipements propres au 1^{er} arrondissement, mais qui lui a permis, grâce à cette délibération, de financer des jardinières sur une dotation d'investissement.

M. Marc MUTTI propose de voter favorablement cette DDCT 43 et de ne pas prendre part au vote sur la DDCT 42.

M. Jean-François LEGARET indique qu'il procèdera au vote sur ces deux projet de délibération à l'issue de la présentation des deux projet de délibération suivants

Projet de délibération 2016 DDCT 44 - Inventaire des équipements de proximité pour l'année 2017

M. Marc MUTTI explique que cette délibération appellera dans la foulée une délibération du Conseil d'arrondissement. La DDCT 44 a pour vocation de dresser un inventaire des équipements transférés au 1^{er} arrondissement, c'est-à-dire tous les équipements dont le Conseil d'arrondissement a la charge. Elle concerne l'inventaire des équipements de proximité pour l'année 2017. Cet inventaire est un préalable à l'élaboration de l'Etat spécial.

Chaque année, le Conseil d'arrondissement du 1^{er} demande à ce que le centre d'animation des Halles Le Marais ainsi que le conservatoire du centre soient intégrés à cette liste d'équipements (écoles, crèches, jardin). La Ville de Paris lui refuse cette demande, ce qui semble ahurissant. M. Marc MUTTI rappelle que la loi de décentralisation de 1982 définissant les équipements de proximité, indiquait que ceux-ci devaient avoir une vocation locale et un attachement à l'arrondissement, ce qui est le cas des équipements évoqués à l'instant.

Par ailleurs, la délibération DDCT 44 mentionne dans l'inventaire du 1^{er} arrondissement la médiathèque de la Canopée, dont la vocation dépasse largement le cadre de l'arrondissement, selon M. Marc MUTTI. C'est pour cela que d'une manière liée, corolaire de cette délibération, elle prend le contre-pied de cette DDCT 44, qui reprend le noyau dur de l'inventaire mais soustrait la médiathèque de la Canopée, tout en rajoutant, comme chaque année, les deux équipements que le Conseil d'arrondissement souhaite voir porté à l'inventaire (le centre d'animation des Halles et le conservatoire du centre).

M. Marc MUTTI propose de donner un avis défavorable à la DDCT 44 et de voter la délibération proposé par le Conseil d'arrondissement.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions ou des observations. Il donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA s'excuse par avance si ses questions semblent ridicules, mais elle n'a pas eu les pièces annexes. Elle constate que la rue Française, où il y a des jardinières, comme la jardinière verticale, rue du Jour au numéro 19, n'apparaissent pas dans l'inventaire.

M. Marc MUTTI précise que le square du Vert-Galant n'est pas dans l'inventaire, car il est situé en zone inondable.

M. Jean-François LEGARET indique que le terre-plein de la place Dauphine est dans l'inventaire, c'est-à-dire la partie en sol stabilisé qui est au centre de la place, ainsi que le jardinet Michel CADAGES devant la Mairie, le jardinet de l'Oratoire, la place du Lieutenant KARCHER, des terre-pleins et petites jardinières place Sainte-Opportune, des jardinières verticales rue Mauconseil, etc. Y figurent également les écoles, les crèches, la halte-garderie, le gymnase, la Mairie d'arrondissement, la maison des associations et la médiathèque, qui, en bonne logique, n'est pas un équipement de proximité. Les utilisateurs de la médiathèque sont des Parisiens et des métropolitains. A contrario, le centre d'animation et le conservatoire ont des inscriptions fermées, réservées à des jeunes du centre de Paris. Le critère de proximité existe pour le conservatoire et pour le centre d'animation. Avec beaucoup d'entêtement, l'inscription à l'inventaire du 1^{er} arrondissement est refusée, tandis que la médiathèque est sur l'inventaire, alors même qu'elle ne correspond absolument pas aux critères. Les Conseillers d'arrondissement ont d'un côté l'inventaire proposé par la Mairie de Paris, sur lequel il est proposé de donner un avis défavorable essentiellement pour les trois équipements mentionnés (conservatoire, centre d'animation et médiathèque). Et, pour être plus complet, la majorité d'arrondissement propose une délibération sur l'inventaire faisant la rectification qu'il vient de rappeler.

M. Jean-François LEGARET sollicite des questions et observations, puis il met aux voix les 4 projets de délibération rapportés par M. Marc MUTTI.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis favorable sur le projet de délibération 2016 DDCT 42, par 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE). M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD ne prennent pas part au vote sur ce projet de délibération.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis favorable à l'unanimité sur le projet de délibération 2016 DDCT 43.

Le Conseil d'arrondissement donne un avis défavorable sur le projet de délibération 2016 DDCT 44, par 9 voix Contre (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

Le Conseil d'arrondissement adopte le projet de délibération 012016072, par 9 voix Pour (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Contre (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE).

Projet de délibération 2016 DFPE 24 - Subventions (3.854.542 euros) et avenants à l'association Crescendo (11^{ème}) pour ses 17 établissements d'accueil de la petite enfance

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Martine FIGUEROA concernant la subvention et les avenants à l'association Crescendo, pour 17 établissements d'accueil mais il s'agit évidemment de la crèche et halte-garderie de la rue Saint-Roch.

Mme Martine FIGUEROA rappelle que le 1^{er} arrondissement compte trois crèches et deux halte-garderie, dont l'association Crescendo située rue Saint-Roch, qui aide d'ailleurs la Mairie d'arrondissement à attribuer des places en crèche à des enfants qui n'obtiennent pas de places parmi les établissements de la Ville.

Mme Martine FIGUEROA demande au Conseil d'arrondissement de se prononcer, sachant qu'il faut vraiment donner un avis favorable à cette délibération.

M. Jean-François LEGARET la remercie pour cet exposé synthétique des motifs. Il sollicite des observations, rappelant que le Conseil d'arrondissement est très habitué à cette subvention.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DFPE 240 - Signature d'une convention de partenariat entre l'association Restaurants du cœur, la société SODEXO et la Ville de Paris

M. Jean-François LEGARET donne de nouveau la parole à Mme Martine FIGUEROA, concernant les Bébés du cœur, l'association Restaurants du cœur, la société SODEXO et la Ville de Paris.

Mme Martine FIGUEROA explique que chaque année, les Bébés du cœur collecte beaucoup de choses pendant une semaine (ou un peu plus) en décembre. La société SODEXO est un partenaire important pour cette mission.

Mme Martine FIGUEROA propose évidemment d'émettre un avis favorable.

M. Jean-François LEGARET sollicite des observations.

Mme Catherine TRONCA demande où siège cette association.

M. Jean-François LEGARET répond qu'il s'agit de l'ancien restaurant Ducasse, rue Saint-Roch.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DJS 259 - Signature de conventions avec 20 caisses des écoles en vue de la restauration des écoles municipales des sports organisées du 1^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2017

M. Jean-François LEGARET donne de nouveau la parole à Mme Martine FIGUEROA concernant des conventions avec 20 caisses des écoles en vue de la restauration des écoles municipales des sports.

Mme Martine FIGUEROA trouve que cela est une bonne action et propose de donner un avis favorable pour que ces jeunes puissent se restaurer le mercredi ou pendant les activités municipales.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DLH 90 - Transfert, par Paris Habitat OPH, de 59 structures collectives à la société anonyme " l'Habitation Confortable "

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS concernant le transfert par Paris Habitat OPH de 59 structures collectives à la société anonyme « l'Habitation Confortable ». M. Jean-François LEGARET croit savoir qu'une de ces structures se trouve dans le 1^{er} arrondissement.

M. Emmanuel CALDAGUÈS le confirme: elle se trouve 10-12 rue des Prêcheurs. Il s'agit de l'une des deux résidences de personnes âgées qui se trouvent dans le 1^{er} arrondissement, gérée par le CAS.

Cette délibération consiste à transférer le patrimoine de Paris Habitat en matière de logement collectif à une filiale qui s'appelle « Habitation Confortable », par voie d'apport. Il s'agit de réaliser une spécialisation de la gestion de ces habitations par une filiale de Paris Habitat qui sera spécialisée dans le logement collectif. Il s'agit de la suite de mesures de la Ville de Paris qui spécialise ses structures – SEM ou autres – dans différentes activités. Il semble que ce soit ici la même stratégie.

M. Emmanuel CALDAGUÈS précise que ce transfert prendra effet au 1^{er} décembre 2016 et se fera par un apport en nature rémunéré par une augmentation du capital de la société anonyme, c'est-à-dire de la société « Habitation Confortable ». L'ensemble des droits, propriétés et biens apportés à la SA est estimé à 237 162 341,62 euros. Le passif pris en charge par la SA représente 211 658 262,62 euros. La valeur nette des biens et droits apportés s'élève à 25 504 079 euros. Le transfert des propriétés se fait, qu'il s'agisse de biens en pleine propriété dont est bénéficiaire Paris Habitat ; qu'il s'agisse de baux emphytéotiques ou à construction ; qu'il s'agisse d'autorisations d'occupation temporaire du domaine

public de l'Etat. Les garanties d'emprunt fournies par la Ville de Paris seront bien évidemment transférées à la filiale de Paris Habitat.

M. Emmanuel CALDAGUÈS propose un avis favorable : il s'agit d'une délibération technique qui participe d'une stratégie de gestion de la Ville de Paris. Il est souhaitable que la gestion des logements collectifs s'en voit améliorer. Pour autant, sa religion sur ce point n'est pas totalement faite. Il est à l'écoute d'éventuelles oppositions et pourrait éventuellement revoir son avis, même s'il pense qu'il faut, dans ce cas, respecter la stratégie de la ville. Il ne voit aucune raison de faire un procès d'intention à la Ville sur ce point.

M. Jean-François LEGARET donne à la parole à Mme Catherine TRONCA.

Si Mme Catherine TRONCA a bien compris, dans le 1^{er} arrondissement, un établissement est concerné, rue des Prêcheurs.

M. Jean-François LEGARET confirme qu'il s'agit de la résidence de la rue des Prêcheurs, qui change de portage du côté de la SEM, mais c'est toujours le Centre d'action sociale qui sera l'attributaire et le gestionnaire. Du point de vue des utilisateurs et du 1^{er} arrondissement, le changement n'est pas considérable.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Françoise FILOCHE.

Mme Françoise FILOCHE demande si le projet de changement concerne la structure elle-même et si le nombre de résidents accueillis reste identique. Concernant le coût d'hébergement, elle souhaite savoir si des modifications sont prévues et si un dispositif garantit la persistance du coût.

A sa connaissance, M. Jean-François LEGARET explique que ces questions d'application d'une redevance ou d'un loyer par les résidents sont une délibération du Centre d'action sociale, qui peut naturellement être révisée. Des ajustements ont lieu régulièrement, mais aujourd'hui, ce cadre s'applique dans tout Paris, c'est-à-dire que les résidents paient une redevance en fonction du montant de leur rémunération (leur retraite) selon des barèmes savants que M. Jean-François LEGARET ne connaît pas par cœur. Il n'est pas question de changer cette répartition et ce calcul qui relèvent du centre d'action sociale et non pas de Paris Habitat.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DLH 207 - Réalisation 65 rue Jean-Jacques Rousseau - 43 rue Etienne Marcel (1^{er}) d'un programme de création de 17 logements sociaux (12 PLA-I et 5 PLUS) par Toit et Joie

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS à propos d'un programme de création de 17 logements sociaux dans l'immeuble de La Poste du Louvre.

M. Emmanuel CALDAGUÈS explique que ces 17 logements sociaux dans l'immeuble de La Poste du Louvre seront gérés par Toit et Joie, notamment présent dans le 2^{ème} arrondissement. Ce programme comportera 12 logements PLA-I et 5 logements PLUS. Ce programme comportera 3 logements en duplex. La surface utile totale est de 650 m² répartie de la façon suivante :

- 7 T1 bis, d'une surface moyenne d'environ 47 m² ;
- 3 T2, d'une surface moyenne d'environ 52 m² ;
- 2 T3, d'une surface moyenne d'environ 82 m².

Le loyer mensuel moyen de ces logements sera calculé sur la base réglementaire de 5,97 euros le mètre carré utile, en valeur 2016.

Le programme comprend 5 logements PLUS d'une surface utile totale d'environ 291 m² se répartissant ainsi :

- 2 T1 bis d'une surface moyenne de 48 m² ;
- 2 T2 d'une surface moyenne de 53 m² ;
- 1 T3, d'une surface moyenne d'environ 87 m².

Le détail de la charge foncière de ces logements se trouve dans la délibération.

Il est important de noter que 5 logements (4 PLAI et 1 PLUS) sur les 17 seront réservés à l'attribution de la Ville de Paris, c'est-à-dire du Maire de Paris et du Maire du 1^{er} arrondissement.

M. Emmanuel CALDAGUÈS propose d'émettre un avis favorable. Il soulève deux points qui lui semblent importants. Le premier point est que le 1^{er} arrondissement n'a pas de logements de catégorie PLS, contrairement à ce qu'affirme le Plan Local de l'Habitat de la Ville de Paris, examiné ici il y a plusieurs mois et pour lequel le Conseil d'arrondissement avait donné un avis défavorable. Le PLH indique que, dans les projets de la Ville de Paris, au moins 30% de PLS sont prévus. Or, cela est faux pour ce programme là car aucun PLS n'est prévu. M. Emmanuel CALDAGUÈS rappelle que les PLS sont des logements qui permettent l'accès à une classe moyenne préservant une certaine mixité sociale à Paris. La majorité d'arrondissement a toujours dit que le logement intermédiaire pour les classes moyennes devait être préservé à Paris, comme le logement social est très social, pour créer une mixité. Cette politique de la Ville de Paris, en tout cas pour ce logement de la rue Jean-Jacques ROUSSEAU, n'est pas effectuée, malgré les affirmations du Plan Local de l'Habitat. Il trouve que c'est une mauvaise manière de faire étudier un Plan Local de l'Habitat, dont les prescriptions ne sont pas respectées.

Pour sa deuxième observation, M. Emmanuel CALDAGUÈS donne lecture du PLH : « *les Maires d'arrondissement seront consultés en amont des délibérations relatives au financement des programmes de logement social, sur la programmation des catégories de financement des programmes, dans le respect des principes définis ci-dessus* ». Il avait émis un petit sourire à l'époque à la lecture de ce paragraphe, car il était sûr que cette affirmation ne serait pas respectée. Elle ne l'a effectivement pas été, puisque le Maire n'a pas été consulté sur le conventionnement de ces logements.

Sous réserve de ces observations, M. Emmanuel CALDAGUÈS propose d'émettre un avis favorable.

M. Jean-François LEGARET sollicite des interventions et rappelle que dans le 1^{er} arrondissement, contrairement à certaines affirmations de la Mairie centrale, et de l'Adjoint à la Maire de Paris chargé du logement – M. BROSSAT – le Conseil d'arrondissement a toujours voté pour toutes les créations de logements sociaux et de logements sociaux et intermédiaires. La volonté de la majorité d'arrondissement est de construire et réaliser des logements sociaux et des logements intermédiaires. Il regrette, comme vient de le faire M. Emmanuel CALDAGUÈS, qu'un programme, dans lequel est prévu des logements sociaux, certes, mais aucun logement intermédiaire, soit proposé au Conseil d'arrondissement. Cela est tout à fait regrettable.

Nonobstant cette lacune, la majorité d'arrondissement va voter, selon la proposition de M. Emmanuel CALDAGUÈS. M. Jean-François LEGARET le précise car M. BROSSAT, adjoint à la Mairie de Paris, fait régulièrement des déclarations à la presse en disant que dans les arrondissements de droite, les votes sont toujours contre les programmes de logements sociaux. M. Jean-François LEGARET souhaite affirmer une nouvelle fois que cela est un mensonge, dont la preuve sera administrée dans quelques instants par le vote de cette délibération.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DPA 71 - Indemnisation du Cabinet Gilles IGLESIAS, Agent Général d'Assurance AXA - Remplacement du serveur informatique de la Caisse des Ecoles du 1^{er} arrondissement de Paris

M. Jean-François LEGARET explique qu'un serveur informatique de la Caisse des écoles a été détérioré. Après l'intervention d'un cabinet d'assurance, il est prévu d'indemniser le remplacement de ce serveur.

M. Emmanuel CALDAGUÈS confirme cela et ajoute qu'un service de la ville a détérioré ce serveur. L'assurance a remboursé la Caisse des écoles pour un montant de 3 244,25 euros hors taxes. Puisque cela est de la responsabilité de la ville, cette dernière a indemnisé l'assureur - Agent Général d'Assurance AXA. Il n'est pas utile d'en dire plus : tout finit bien. Il propose d'émettre un avis favorable.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 DPE 40 - Plan de relance du tri – Subventions (60 600 euros) à des associations en vue d'animations et d'actions de sensibilisation des habitants au tri sélectif

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE à propos de subventions à des associations qui font des animations et des sensibilisations des habitants au tri sélectif.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE explique qu'il s'agit d'allouer un peu plus de 60 000 euros de subventions à des associations qui mènent des actions et des animations de sensibilisation des Parisiens de leurs emballages ménagers au tri sélectif. L'objectif principal de ce plan de relance du tri est de convertir des trieurs occasionnels (qui représentent actuellement la majorité des Parisiens) en trieurs systématiques (actuellement seulement une toute petite minorité).

Les projets associatifs retenus sont présentés comme étant complémentaires des actions de sensibilisation déjà menées par la Ville de Paris. Aucune des associations récipiendaires n'a son siège social dans l'arrondissement, mais le champ des actions des associations subventionnées n'est pas limité à leur arrondissement d'origine.

Compte tenu de ce que tous les Conseillers partagent ici et l'objectif de cette délibération, M. Nicolas MARTIN-LALANDE propose de rendre un avis favorable.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA.

Mme Catherine TRONCA souhaite poser une question plus précise. Des habitants du 15 rue du Louvre lui ont signalé que depuis quatre mois, il n'y a plus de tri sélectif et que cela est complètement officiel, avec des affiches. Stimuler est une bonne chose, mais le 15 rue du Louvre est énorme, donc il y a de la place.

M. Jean-François LEGARET ajoute qu'il s'agit d'un grand immeuble.

Mme Catherine TRONCA confirme cela et croit se souvenir que M. Jean-François LEGARET l'avait inauguré avec M. TIBERI.

M. Jean-François LEGARET acquiesce, précisant toutefois qu'il n'a pas inauguré l'immeuble, car il n'était pas né à l'époque.

Mme Catherine TRONCA dit qu'elle faisait allusion au tri.

M. Jean-François LEGARET demande à M. Nicolas MARTIN-LALANDE s'il peut répondre à cette question concernant la discrimination sélective d'un immeuble du 1^{er} arrondissement.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE remercie Mme Catherine TRONCA pour ce signalement qui ne lui avait pas été fait. Le point sera fait avec Mme Josy POSINE pour arranger cela au plus vite.

Mme Josy POSINE fait savoir que la Mairie d'arrondissement n'a pas été informée de cela et que les services vont être saisis le plus rapidement possible.

M. Jean-François LEGARET ajoute que la Mairie d'arrondissement va s'en informer et rétablir l'égalité de traitement.

Il donne la parole à Mme Françoise FILOCHE.

Mme Françoise FILOCHE est tout à fait d'accord avec cette subvention. Elle demande s'il ne faudrait pas également accorder une subvention aux immeubles qui n'ont pas de locaux suffisants pour faire un tri sélectif. Beaucoup d'immeubles sont anciens avec de petits locaux, ne pouvant accueillir qu'un ou deux containers. Ils ne sont pas toujours accessibles. Elle suggère de mener une réflexion pour aider les colocations, quand il s'agit de cela, de façon à ce que le tri sélectif soit possible.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE croit se rappeler que lors du précédent Conseil d'arrondissement, fin juin, la Ville a réfléchi à tout cela. Une délibération a d'ailleurs été adoptée à l'unanimité pour l'installation de mobilier urbain permettant le tri sélectif sur le domaine public. Il s'agissait de répondre à ce type de situation. Dans le centre de Paris, il n'y a pas techniquement la place pour faire ce tri sélectif dans la plupart des immeubles. L'idée de la Ville est donc de permettre ce tri sélectif sur le domaine public, avec un maillage suffisamment dense pour que chacun soit incité, ou en tout cas, qu'aucun ne soit dissuadé de faire le tri sélectif, s'il le souhaite.

M. Jean-François LEGARET constate que cela est la bonne réponse. Il ira jusqu'à dire que si des demandes sont très spécifiques sur des immeubles avec des copropriétés complexes, il est toujours possible d'imaginer que la ville, avec différents partenaires, puisse faire une aide à l'équipement, c'est-à-dire une subvention exceptionnelle d'investissement et non pas une subvention de fonctionnement. Il est en tout cas prêt à plaider, si des cas sont signalés. Il n'est pas sûr que cela suscite beaucoup d'enthousiasme du côté de la ville ou du SYCTOM, mais cela ne coûte rien de demander ou de faire une étude avec naturellement des devis et des chiffrages. Il est prêt à accompagner et sait que, dans les immeubles du 1^{er} arrondissement, la place manque en bas de l'escalier, dans le local des poubelles, pour mettre tous les containers. S'il existe un coin de cour ou un endroit où il est éventuellement possible de faire quelque chose au prix de quelques travaux avec un projet monté et financé et si une aide peut être apportée, il y est très favorable. Il faut vraiment regarder au cas par cas. Il s'agit d'un autre mode de financement que ce qui vient d'être évoqué ici.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 SG 25 - Réaménagement du quartier des Halles (1er) : Déclassement et Cession des volumes commerces du Barreau Nord/Sud de la voirie souterraine des Halles

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE explique que l'objet de cette délibération est le déclassement, puis la cession par la Ville de Paris à la société civile du Forum des Halles de Paris de 3 555 m² de surface

commerciale utile pour le prix de 20 millions d'euros. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la restructuration du tronçon souterrain dit du Barreau Nord/Sud de la voirie souterraine des Halles. Cette restructuration s'inscrit elle-même dans le cadre de l'opération plus large de réaménagement du quartier des Halles. Elle a notamment vocation à restituer un certain nombre de continuité des cheminements piétons en surface en supprimant certaines entrées ou sorties de tunnels. Elle vise aussi à réduire la circulation de transit en fermant la circulation du tunnel du Barreau Nord/Sud qui sera reconverti en commerce (notamment une aire de livraison pour le Monoprix et un espace de logistique urbaine dont l'appel à projet est en cours. L'ensemble de ces volumes a déjà fait l'objet d'un constat de désaffectation de l'usage du domaine public par la direction de la voirie et des déplacements, et d'un arrêté de désaffectation.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE propose de rendre un avis favorable sur ce projet de délibération.

M. Jean-François LEGARET ajoute qu'il s'agit d'un acte administratif au terme d'un processus qui a déjà été débattu en Conseil d'arrondissement.

Mme Catherine TRONCA se demande si M. Nicolas MARTIN-LALANDE est certain qu'un Monoprix va ouvrir.

D'après les informations dont il dispose, M. Nicolas MARTIN-LALANDE répond que c'est une quasi-certitude.

Mme Françoise FILOCHE demande si la cession de ces milliers de mètres carrés va régler le problème des SDF qui hantent ces lieux.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE note que la réponse est comprise dans la question : ce ne sera pas mécanique. Il rappelle qu'un vœu avait été fait au Conseil d'arrondissement - il se demande d'ailleurs si Mme Françoise FILOCHE n'avait pas voté contre – afin d'améliorer un peu les choses dans la voirie souterraine des Halles. M. Nicolas MARTIN-LALANDE lui propose de remonter au créneau sur ce sujet car cela est insatisfaisant et inacceptable. Ils auront probablement d'autres occasions de se mobiliser sur ce sujet.

Cela préoccupe beaucoup M. Jean-François LEGARET, parce que les gens qui vivent dans cette voie connaissent des conditions qui sont absolument horribles. Il le sait car des associations caritatives s'y rendent. Des maraudes sont organisées. Certains campements ne sont pas ouverts au public. Il est très compliqué d'entrer en contact avec des marginaux qui sont gravement intoxiqués. M. Jean-François LEGARET a écrit au Préfet et a eu un contact assez poussé avec le cabinet du Préfet de région. Des actions lui ont été promises. Il sait que les services sociaux de la préfecture de Paris y travaillent assez activement.

M. Jean-François LEGARET rappelle que c'est à sa demande qu'à l'origine, des études sur les hypothèses de fermeture de la voirie souterraine des Halles ont été acceptées. Il avait un peu anticipé : il considérait qu'il était nécessaire de lutter contre la pression automobile dans le centre de Paris. Avoir une mini-autoroute urbaine enterrée dans le centre de Paris ne lui paraissait pas conforme à l'objectif. Il avait donc demandé qu'une étude soit faite sur la fermeture de la voirie souterraine, en se disant que cette autoroute urbaine ne servait pas beaucoup, qu'elle était dangereuse et qu'enfin elle abritait des marginaux qui étaient déjà dans des états épouvantables.

Curieusement, la solution retenue a été de fermer ce qu'ils appellent le Petit Barreau et de garder le Grand Barreau, c'est-à-dire de faire une fermeture à moitié. Il n'a jamais compris cette décision. Il eût été courageux de fermer complètement la voirie souterraine des Halles, en maintenant bien entendu l'accès aux livraisons du Forum qui se font par le sous-sol, aux parkings. Mais maintenir une partie de la voirie souterraine en supprimant l'autre lui paraît assez mystérieux. Il ignore pourquoi l'arbitrage a été fait dans ce sens et l'a toujours regretté.

Concernant la question que pose Mme Françoise FILOCHE sur les marginaux, le fait de maintenir une partie ouverte de la voirie ne les fait pas disparaître. Voilà, selon M. Jean-François LEGARET, la vraie question. Il a eu des contacts de très bonne qualité avec le cabinet de Mme BROCAS préfet de Paris et il espère pouvoir avancer sur ce dossier, qu'il considère comme un dossier vraiment terriblement difficile et compliqué, compte tenu de l'état de dégradation des populations qui y vivent.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2016 SG 28 - Réaménagement du quartier des Halles (1^{er}) Communication au Conseil de Paris du rapport d'activité de la Commission de règlement amiable des Halles et Nomination de la Présidente de la Commission

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI pour rapporter les deux délibérations suivantes. La première concerne la communication au Conseil de Paris du rapport d'activité annuel de la Commission de règlement amiable des Halles. Il est également question de la nomination de la nouvelle présidente de la commission.

M. Marc MUTTI suppose que les Conseillers connaissent sa position dans la commission. Cette délibération a pour objectif de présenter le bilan de la Commission de règlement amiable mise en place en 2010 par le Conseil de Paris et qui visait à l'époque à réduire le nombre de contentieux liés au chantier des Halles. Il note une certaine incohérence. Le règlement de cette commission impose entre autres l'édition d'un rapport annuel, dont vient de parler M. le Maire, qui présente aussi les indemnités proposées aux établissements, les rejets en l'état et les rejets liés à l'activité du chantier des Halles.

M. Marc MUTTI expose trois points de cette délibération : comme M. le Maire vient de le préciser, il s'agit de noter la nomination de Mme VETRANO qui remplace M. COURTIN (1'55'15), en tant que présidente de la Commission de règlement amiable. Mme VETRANO est une magistrat qui a notamment été présidente de la première chambre de la Cour administrative d'appel. Elle reprend les activités de M. COURTIN à la tête de cette commission de règlement amiable.

Le second point concerne le rapport d'activité proprement dit. Ce rapport attriste énormément M. Marc MUTTI. Il a d'ailleurs exprimé son opposition en commission à M. COURTIN lors de multiples et nombreuses réunions. Il pense que l'esprit de cette commission a été complètement dévoyé par sa jurisprudence "impressionniste". Il ne va pas revenir sur les différents épisodes : des refus alors que manifestement la plupart des commerces incriminés était dans le périmètre d'action de cette commission de règlement amiable. Son président retoquait systématiquement les demandes et requêtes de ces commerçants qui souffrent. Tout le monde sait combien ces commerçants du secteur des Halles souffrent. Ce n'est pas le président des commerçants du secteur Louvre-Rivoli – dont il salue la présence ici ce soir - qui le démentira.

M. Marc MUTTI s'oppose évidemment complètement à ce rapport d'activité. Il ne reprendra pas les thématiques, ni les points : ils se trouvent dans le dossier donné aux Conseillers d'arrondissement et ont déjà été repris plusieurs fois en Conseil d'arrondissement.

Le troisième point concerne une subvention, une indemnisation amiable pour la société Substories rue Berger à hauteur de 5 000 euros. M. Marc MUTTI signale que le président COURTIN n'était pas d'accord avec cette indemnité. M. Marc MUTTI est intervenu pour accorder au gérant de cet établissement cette somme. Il a été appuyé dans cette démarche par Mme POLSKI qui préside cette commission avec M. COURTIN. M. Marc MUTTI a pu obtenir 5 000 euros pour ce monsieur. Il rappelle, même s'il est absurde de le dire ainsi, que cette entreprise n'existe plus. Le monsieur concerné a été expulsé. En quelque sorte, il est « mort guéri ».

Pour toutes ces raisons, nonobstant les qualités de cette nouvelle présidente – qualités qui seront à observer - M. Marc MUTTI propose un vote défavorable pour ce rapport.

M. Jean-François LEGARET doit dire que la moisson de toutes ces années de discussions en commission de règlement amiable pour attribuer 5 000 euros à une entreprise qui a mis la clé sous la porte, n'est pas particulièrement glorieuse. Pendant ce temps, toutes les entreprises qui ont souffert et souffrent encore du chantier des Halles ont été purement et simplement évincées dans toutes leurs demandes. Cela lui semble profondément injuste.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis défavorable, par 9 voix Contre (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 voix Pour (Mme Catherine TRONCA, Mme Françoise FILOCHE)

Projet de délibération 2016 SG 32 - Approbation de 2 Conventions constitutives de groupements de commandes, mutualisant les procédures d'achats en vue de la réalisation de prestations au sein du Nouveau Forum des Halles (1^{er})

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Marc MUTTI concernant l'approbation de conventions constitutives de groupements de commandes pour le nouveau Forum des Halles.

M. Marc MUTTI indique qu'il s'agit d'une délibération technique qui a pour objectif de fluidifier, mutualiser et d'optimiser les procédures d'achat de la SEMPariSeine. Il rappelle que la SEMPariSeine est à la fois un organisme de gestion des espaces des parties à usage collectif du secteur ouest des Halles, c'est-à-dire la Bourse et Saint-Eustache. Elle est aussi mandataire de la Ville de Paris dans le cadre de l'opération de réaménagement des Halles pour les équipements publics et les voiries souterraines.

Cette délibération permet, par ces deux conventions de groupements de commandes, la possibilité d'une procédure unique pour de consultation pour deux missions différentes d'une même entité (qu'il vient d'évoquer de la SEMPariSeine) avec un prestataire unique, c'est-à-dire que grâce à ces deux conventions, la même entité publique – SEMPariSeine – pourra, sur deux marchés différents, obtenir le même prestataire de service permettant ainsi des réductions et optimisations de sa procédure d'achat.

M. Marc MUTTI propose d'approuver les deux conventions constitutives de groupements de commandes mutualisant les procédures d'achat.

M. Jean-François LEGARET met cette délibération aux voix, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

* * * * *

M. Jean-François LEGARET n'a pas de communication. Il annonce que la prochaine séance du Conseil d'arrondissement aura lieu le lundi 24 octobre 2016. Ils examineront et approuveront ce soir-là le procès-verbal de la dernière séance, puisque les Conseillers d'arrondissement auront eu le temps d'en prendre connaissance.

Au titre des questions diverses, Mme Catherine TRONCA intervient. Elle souhaite informer le Conseil d'arrondissement que les votes pour le budget participatif de 2017 débutent le 16 septembre et durent jusqu'au 2 octobre. Elle demande si une urne de vote sera installée à la Mairie du 1^{er} arrondissement.

Propos hors micro à 2'01'58

M. Jean-François LEGARET répond par l'affirmative. Une urne sera installée, de même qu'à la Maison des Associations et au Gymnase Berlioux. Par ailleurs, une urne mobile permettra d'aller recueillir les votes sur la voie publique, sur les marchés (Saint-Honoré, Montmartre), à la sortie des écoles ou encore au Forum des images.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE apporte un élément d'information supplémentaire, par rapport à ce qui avait été évoqué l'année dernière. Pour ce qui est de la communication sur le Budget participatif, cela a fait l'objet d'un billet d'information sur le site en ligne. Cela devrait également faire l'objet d'une publication dans le journal de la Mairie du 1^{er} arrondissement, en fonction de la date de publication, car il n'est pas encore certain que le journal puisse paraître à temps pour que l'information soit pertinente.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE profite d'avoir la parole pour signaler que, côté Marie du 1^{er} arrondissement, deux projets leur semblent particulièrement importants. Ce sont les projets qui concernent la sécurité des piétons, à savoir la rue de Richelieu d'une part et le passage des Lingères d'autre part.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine TRONCA

Mme Catherine TRONCA rappelle que la ville avait un copilotage le 7 septembre sur la biodiversité dans Paris. Elle demande si quelqu'un s'y est rendu. Elle interroge M. Nicolas MARTIN-LALANDE.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE s'y est rendu. Une seconde réunion est en cours de programmation. La première réunion a eu lieu le soir d'une réunion publique d'information pour la Samaritaine. Par conséquent, M. Nicolas MARTIN-LALANDE et M. le Maire ont privilégié la réunion publique sur la Samaritaine. Ils n'avaient donc pas pu participer à la première. La seconde est donc en cours de programmation. Elle aura lieu avec les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements, probablement à la Mairie du 3^{ème} arrondissement, en octobre.

Mme Catherine TRONCA indique également qu'un budget a été débloqué, et la Mairie a eu un courrier en ce sens, pour des panneaux d'affichage associatifs. La Mairie du 1^{er} arrondissement n'a pas donné de réponse.

M. Jean-François LEGARET dit qu'il va vérifier ce point.

Mme Catherine TRONCA en déduit que le 1^{er} arrondissement n'aura pas de panneaux. Cela est dommage pour les associations, car un budget était prévu pour mettre des panneaux d'affichage associatifs à disposition. Il s'agit d'un courrier du 27 juillet, resté sans réponse et dont elle doit posséder une copie.

M. Jean-François LEGARET la complimente de mieux connaître son courrier que lui. Il note ce rappel et va essayer de comprendre pourquoi la Mairie n'a pas répondu.

Mme Catherine TRONCA informe M. Jean-François LEGARET de l'inauguration le lendemain du laboratoire de **Connectic**, premier laboratoire européen qui se situe au 40 rue Coquillière.

M. Jean-François LEGARET n'est pas sûr d'être invité, mais juge qu'il est sympathique de l'en avertir.

Mme Catherine TRONCA lui fait savoir qu'il l'est, en tant que Maire.

M. Jean-François LEGARET lui répond qu'il n'est pas invité à la manifestation qui se tient après-demain sur les berges, à l'occasion de la COP 22, puisque Mme Anne HIDALGO inaugure cela avec Mme Ségolène ROYAL. En principe, le protocole républicain veut que, quand un ou une ministre vient dans un arrondissement de Paris, le Maire d'arrondissement soit invité, mais ce n'est pas le cas. Il a reçu, par erreur vraisemblablement, une note adressée par les membres du cabinet à Mme HIDALGO lui disant que les Maires des arrondissements limitrophes avaient été invités avec entre parenthèses les 2^{ème} et 3^{ème} arrondissements, qui comme chacun le sait, sont bordés par la Seine. Voilà comment la Mairie de Paris fait de la géostratégie politique. Il vaut mieux en sourire. Il n'est donc pas invité partout. La note précise même que sont invités les présidents des groupes de la majorité.

M. Jean-François LEGARET s'est rendu tout à l'heure sur les berges, car il voulait voir à quoi ressemblait la COP 22 : il invite les Conseillers d'arrondissement à aller voir. Il ne voit pas de différences avec Paris Plage. Des parasols sont disposés et des gens détendus en tenue légère prennent le soleil. Il ne voit pas où se trouve le message « sauver la planète ». Paris Plage se prolonge, ni plus, ni moins.

M. LEGARET lève la séance et remercie les élus.

La séance du Conseil d'arrondissement est levée à 20h15

* * * * *

M. Jean-François LEGARET se tourne vers le public et demande si des questions sont adressées aux élus.

Une personne présente dans la salle intervient pour poser trois questions. Il se demande comment Mme le Maire de Paris peut ignorer la périphérie, alors qu'elle est vice-présidente du Grand Paris, sans prendre en considération les transports. L'épouse de cet intervenant travaille à Nanterre. Tous les jours, depuis les attentats, son temps de trajet dure une heure de plus, quand les trains fonctionnent et il ne parle même pas de la ligne C.

Son deuxième point concerne un problème de sémantique. Il faudrait arrêter de parler d'évaporation de la circulation. Un liquide s'évapore, mais la circulation se répartit, elle ne s'évapore pas, sans quoi elle retombe sur la figure de celui qui pense qu'elle s'évapore. Il pense qu'il s'agit d'un problème de sémantique important.

La troisième chose qui n'a pas été abordée en séance – peut-être n'était-il pas encore arrivé – est le problème concernant les conservatoires avec les notes de la Direction des affaires culturelles de la Ville de Paris au sujet des centres d'animation, notes qui suppriment les cours particuliers, qui encouragent les élèves, par écrit, à aller s'inscrire dans le privé et non plus dans les conservatoires municipaux, où des élèves sont refusés, alors qu'un centre de hip hop fait 1 200 m². Il n'a rien contre le hip hop, mais se demande bien pourquoi autant de surface est consacrée à cet endroit.

M. Jean-François LEGARET revient sur la première question, concernant l'enquête publique. Ce point a été abordé en début de séance et il s'est exprimé de manière assez nette pour dire le désaccord des élus de la majorité d'arrondissement et le fait qu'une majorité au sein de ce Conseil est choquée que la Maire de Paris ait indiqué qu'elle ne tiendrait aucun compte d'un avis d'enquête publique, pourtant particulièrement net, tranché, bien documenté et rédigé et qui va au fond des choses.

M. Jean-François LEGARET évoque le périmètre de la consultation qui n'est pas cohérent puisque l'impact de cette fermeture des voies sur berges est évidemment beaucoup plus large que le périmètre qui avait été défini, à savoir : 1^{er}, 4^{ème}, 7^{ème} et 12^{ème} arrondissements.

Concernant les autres points de la fermeture des voies sur berges, M. Jean-François LEGARET évoque notamment les mesures compensatoires, dont le renforcement des transports en commun était prévu. Lui et ses collègues Républicains au Conseil de Paris avaient demandé un moratoire de deux ans, en tenant compte de deux choses. D'une part, un cumul de grands chantiers gigantesques se trouve dans le centre de Paris. Ils devraient s'achever au cours du deuxième semestre 2018, si tout se passe comme prévu, donc dans deux ans. La situation sera, à partir de ce moment-là, moins difficile à maîtriser. Par ailleurs, il ne trouve pas que ce délai soit trop long pour essayer de réfléchir sérieusement, sereinement, intelligemment, à un renforcement des transports publics sur ce linéaire, y compris d'ailleurs par une meilleure utilisation de la Seine. Tout est envisageable. Comme cela a été rappelé tout à l'heure, à l'heure actuelle, les autobus – ligne 72 notamment – s'arrêtent à la Concorde et font descendre des passagers, en disant que le service est fini sans que l'utilisateur en soit averti avant de monter dans le bus.

La fermeture des voies sur berges, non seulement ne s'est pas accompagnée d'une amélioration de l'offre de transports en commun, mais en plus, elle entraîne une très forte dégradation de l'offre de transports en commun. M. Jean-François LEGARET les invite à penser aux personnes âgées ou aux personnes qui ont des difficultés à se déplacer, qui montent dans le bus à Alma, souhaitent aller à Hôtel de Ville et sont débarquées à la Concorde. Voilà comment les choses se passent aujourd'hui, en raison de la fermeture des voies sur berges.

Concernant la deuxième question, M. Jean-François LEGARET va peut-être faire sourire. Il n'est pas certain de pouvoir revendiquer les droits d'auteur : il se rappelle, qu'ici même, avait eu lieu une réunion dans les derniers jours du mois de juillet de l'année dernière, durant laquelle les responsables de la Mairie de Paris, avaient déclarés après que le projet ait été présenté et qu'un certain nombre de personnes se soient exprimées, : « *vous n'avez rien compris. Des chercheurs américains ont découvert une loi, qui est que quand on coupe un flux automobile, les voitures disparaissent* ». En reprenant cet argument, M. Jean-François LEGARET avait parlé de « théorie de l'évaporation ». Cela lui est venu par plaisanterie, mais il a constaté que, depuis, ce terme était repris dans les documents officiels. L'évaporation est présentée comme étant une donnée scientifique. Cela n'accrédite pas la théorie scientifique en question, de son point de vue. Il ignore s'il peut revendiquer des droits d'auteur : il avait dit cela vraiment à titre de galéjade. Il est consterné de voir que, non seulement cela n'en est pas une, mais que le terme d'évaporation est pris au sérieux. Cela lui apparaît très curieux.

Enfin, concernant le troisième point, M. Jean-François LEGARET a été également choqué – et il croit savoir que les enseignants concernés ont été particulièrement meurtris – par cette information qui a été donnée de manière non concertée avec eux au printemps dernier, disant que la Ville de Paris avait décidé de supprimer les cours individuels pour lutter contre les risques de pédophilie. Les professeurs de musique concernés ont été particulièrement choqués. Maintenant, les cours collectifs sont obligatoires : il s'interroge sur l'enseignement du piano par exemple et demande s'il s'agit de donner une touche à chaque élève ou de mettre 10 élèves sur le même clavier. Tout cela n'est pas très sérieux. Il sait que, depuis cette annonce très malencontreuse, M. JULLIARD, adjoint chargé de la culture, s'est un peu repris comme il a pu en disant que ce n'était pas ce qu'ils avaient voulu dire. Mais les mots ont bien été prononcés. Les professeurs et enseignants concernés ont effectivement réagi avec beaucoup d'émotion. Depuis lors, il subsiste une sorte d'incertitude : certains cours collectifs qui existaient continuent. Il est possible d'y enseigner le solfège, le chant et d'autres disciplines. Concernant la pratique des instruments, cela est assez difficile.

M. Jean-François LEGARET sollicite d'autres questions et donne la parole au président de l'association des commerçants Louvre-Rivoli, qui invite les élus samedi prochain à une manifestation festive dans le quartier. Les commerçants vont essayer de faire un peu la fête. Ils sont dans un quartier

qui subit d'énormes difficultés, entre les Halles et la Samaritaine puis la fermeture des voies sur berges. Il fait part du ras-le-bol des habitants. Ce ne sont pas des gens soumis et ils vont se faire entendre. Cela est inadmissible. Il s'agit d'un Etat de droit : il n'est pas possible de fermer les voies sur berges, sans avoir préalablement réglé les vrais problèmes. Les habitants du 1^{er} arrondissement sont également contre la pollution et aimeraient que les choses soient réglées.

Une personne dans la salle dit qu'il était encore plus Vert que les Verts. Il avait parlé avec Nicolas MARTIN-LALANDE, lui faisant savoir qu'il était pour certaines voies semi-piétonnes dans les axes perpendiculaires, parce que les gens ne vivent pas sur les berges, il faut bien en avoir conscience. Ils sont également contre l'avis du préfet et ils aimeraient connaître la position du Maire et des élus de la majorité d'arrondissement. Ils savent que le 26 septembre, le préfet va demander une enquête sur six mois. Il demande pourquoi et suppose que M. le Maire va répondre.

D'autre part, cette personne explique que les habitants ne sont pas pour cette enquête de six mois, parce que ce délai est trop long. Le directeur du BHV a bien précisé que c'était très problématique économiquement pour le quartier, pour les riverains également. Cela est très bien expliqué dans l'enquête faite par le commissaire enquêteur. Ils voudraient vraiment une prise de conscience des vrais écologistes. Il faut bien se rendre compte que tout ce qui a été fait et dit depuis le départ est complètement faux. Les jardins suspendus ne verront pas le jour. Il s'agit de 600 m² de pelouse avec 25 arbres fruitiers. Le coût de l'opération est de 8 millions d'euros. Il demande où les transports en commun et les tunnels (permettant de fluidifier le trafic routier) en sont, ainsi que le train direct entre l'aéroport et le centre de Paris. Certains disent que Paris est une capitale internationale et qu'elle fait les efforts que les autres villes ont faits : c'est faux. Les autres capitales ont pris leur responsabilité dans les années 1980.

M. Jean-François LEGARET a une conviction, pour avoir travaillé sur ces sujets qui l'intéressent : les grandes villes et les métropoles qui ont obtenu des résultats tangibles sur la qualité de l'air l'ont fait en travaillant sur la fluidité. Cela est très clair. Si des bouchons sont créés et si la circulation est paralysée, alors la situation s'aggrave. Il cite les statistiques données par la Mairie de Paris, selon lesquelles les émissions d'oxyde d'azote auraient été réduites de 30% en une décennie : ce n'est pas grâce à la Mairie de Paris, mais parce que les motoristes ont fait des progrès. Les moteurs des automobiles vendues, avec le renouvellement du parc automobile, entraînent une baisse d'émission d'oxyde de carbone. Cela ne signifie pas hélas, qu'en termes de pollution, par d'autres types de polluants, notamment les particules et les particules diesel – y compris les microparticules – la situation ne devienne pas de plus en plus grave. Toutes les études données par la Mairie de Paris, confirmées par la Maire de Paris elle-même, démontrent que la situation dans le centre de Paris va s'aggraver. La commission d'enquête le confirme de manière très nette.

M. Jean-François LEGARET s'est rendu à une réunion, au début du mois d'août lui semble-t-il, présidée par Mme HIDALGO à la Mairie du 4^{ème} arrondissement, avec les Maires des communes riveraines. Il n'était pas spécialement invité mais il s'y est rendu quand même. Curieusement d'ailleurs, le Maire du 4^{ème} était absent et pas représenté, alors que la réunion se déroulait dans la salle des fêtes de la Mairie du 4^{ème}. La Maire du 12^{ème} arrondissement, Mme BARATTI-ELBAZ, a dit avec de grands sourires qu'elle était très heureuse, parce qu'elle constatait chez elle une certaine amélioration. M. Jean-François LEGARET lui a fait observer que c'était quand même assez illusoire. Imaginer que la pollution va s'arrêter à la limite administrative du 4^{ème} et du 12^{ème} arrondissement, en prenant en plus en compte le fait que les vents dominants à Paris sont des vents d'ouest, cela ne lui semblait pas très sérieux. A contrario, il est donc avéré que dans les 1^{er} et 4^{ème} arrondissements, la situation s'aggrave.

M. Jean-François LEGARET le dit très sérieusement et solennellement ce soir : il y a mise en danger de la vie d'autrui. C'est sur ce point que va porter le débat et sur ce point – il en est convaincu – que les personnes concernées vont éventuellement aller devant les tribunaux. Il le répète qu'il y a mise en danger de la vie d'autrui. Quand un responsable politique prend la responsabilité sciemment de dégrader la qualité de l'air et d'aggraver les problèmes de pollution sur un secteur donné qui est de sa responsabilité, naturellement, il ne défend pas la mission d'intérêt général que lui ont confiée les électeurs. M. Jean-François LEGARET accompagnera tous ceux qui se défendront et iront jusqu'au bout, y compris devant les tribunaux. Il le dit de façon extrêmement claire. Il ajoute la paralysie de l'activité économique. Il a passé tout à l'heure un moment sur les quais et a discuté avec les commerçants et les bouquinistes : il n'a pas eu besoin de les lancer sur le sujet. Ils ne comprennent pas et trouvent cela incompréhensible.

M. Jean-François LEGARET termine en disant qu'il est arrivé quelques minutes après un accident mortel, comme il l'a expliqué au début du Conseil. La pression automobile est l'antagonisme entre les véhicules, les piétons et la circulation douce. A partir du moment où un bouchon existe, malheureusement, le comportement des conducteurs de voitures devient totalement irrationnel. Il ne les défend pas et les critique. Mais au lieu de donner une atmosphère plus paisible, une amélioration de la qualité de vie, il s'agit, au contraire d'une dégradation. De son bureau, il entend le concert de klaxons toute la journée, les trompes des autobus de la RATP. Il s'agit d'une dégradation de la qualité de vie.

Il avait demandé, avec ses collègues au Conseil de Paris, dès que Mme HILDAGO a parlé de mettre en place ce projet, de mettre en place des capteurs qui affichent en temps réel le niveau de bruit et le niveau de pollution, avant et après la fermeture des voies sur berges. Cela aurait pu être un élément de transparence. Ils avaient déposé un vœu, puisque c'est le seul moyen pour eux d'agir. Ce vœu a été rejeté par la majorité municipale, au nom de la transparence, suppose-t-il...!

Il est question de faire une expérience de six mois. C'est le préfet de police qui décide. Lorsque Mme HILDALGO dit qu'elle s'assoit sur les conclusions du rapport d'enquête et qu'elle le fera quand même, elle commet un triple excès de pouvoir. D'une part, il s'agit d'un excès de pouvoir de prendre une décision qui va à l'encontre d'un avis défavorable d'une enquête publique. D'autre part, parce que les travaux d'aménagement des berges ont commencé avant même le début de l'enquête publique. Sur ce point, la jurisprudence et les moyens de droit existent. Il n'est pas possible de commencer des travaux liés à une opération d'utilité publique tant que l'utilité publique n'a pas été déclarée par la commission et elle ne l'a toujours pas été aujourd'hui. Il s'agit d'un triple excès de pouvoir parce qu'en réalité, la décision de renoncer à la circulation automobile relève, non pas de la décision de la Maire de Paris, mais du préfet de police.

M. Jean-François LEGARET explique qu'il est allé voir le préfet de police. Avec ses collègues du groupe Les Républicains, il l'a rencontré. Il leur avait paru très embarrassé. Il est très conscient que la fermeture des voies sur berges se traduit par des inconvénients et des bouchons. Ceci étant, il a proposé cette solution qui ne paraît pas à M. Jean-François LEGARET satisfaisante du tout, à savoir une expérimentation de six mois, d'une part parce que ces six mois-là ne sont pas obligatoirement les plus probants. C'est au moment du printemps, où il fait très chaud, qu'il est possible de se rendre compte des conséquences notamment en termes de pollution. M. Jean-François LEGARET remarque cependant qu'en ce moment il fait chaud et qu'il est alors possible de se rendre compte que la chaleur ajoutée aux bouchons crée de la pollution. Ce n'est pas la période la mieux choisie. Il trouve donc que cette mesure est dilatoire et pas responsable. M. Jean-François LEGARET a exprimé son désaccord avec l'arbitrage rendu par le préfet de police.

Cela est d'autant plus médiocre, comme comportement, de la part de ce haut fonctionnaire, que normalement, il avait dit qu'il se prononcerait sur la fermeture après la délibération du Conseil de Paris et après avoir pris connaissance du rapport de l'enquête publique. Sans en parler à personne, il a utilisé la voie de presse pour faire connaître sa décision par l'intermédiaire d'un journal et avant la réunion du Conseil de Paris. M. Jean-François LEGARET n'est pas du tout d'accord avec cela. Il

répète que de la part de la Mairie de Paris, il s'agit d'un triple excès de pouvoir. Des jurisprudences existent pour faire valoir les libertés publiques en France. S'il faut aller jusque-là, il prévient qu'ils iront jusque -à.

Un commerçant, qui habite sur le quai intervient pour juger la situation insupportable. Il fait part de son ras-le-bol. Il pense que des études existent, mais que les conclusions ne sont pas là. Des accidents sont à déplorer, des gens se bagarrent, une dame est décédée sur les passages cloutés devant chez lui. Il trouve inadmissible d'avoir fermé des voies sur berges, sans avoir une étude approfondie sur le sujet. Les résultats ne sont pas là. Cela entraîne de la pollution, mais surtout des nuisances sonores. Il invite Mme HIDALGO à venir sur sa terrasse. Il lui propose de rester une demi-heure : elle constatera que ce n'est pas possible.

M. Jean-François LEGARET le remercie. Il était là, avec lui, sur le trottoir lorsque s'est produit cet accident tragique. Cela l'interpelle fortement.

M. Alain LE GARREC ne va pas revenir sur ce débat. Il avait souhaité que ce débat existât : une réunion publique a eu lieu ici.

M. Jean-François LEGARET indique que deux réunions ont eu lieu.

M. Alain LE GARREC aurait aimé en discuter. Il ne veut pas entrer dans le vif du sujet : M. le Maire l'a fait, d'autres l'ont fait. S'il s'agissait uniquement d'un problème gauche-droite, il le dirait. Ce n'est bien sûr pas un problème gauche-droite. Il aimerait savoir comment M. Jean-François LEGARET, Maire de cet arrondissement, ainsi que M. GIRARD dans le 4^{ème} et les autres, vont travailler pendant ces six mois d'expérimentation du préfet. Il entend bien que la décision du préfet est une décision d'attente, mais M. Alain LE GARREC suppose que pendant ces six mois, le préfet va demander des éléments et aller vérifier. Il serait intéressant que les débats qu'ils ont eus, les questions posées puissent être reformulées devant le préfet et ses responsables. Il est possible d'être d'accord ou pas. M. Alain LE GARREC croit que le débat est ouvert, mais pour qu'il fonctionne, il faut l'organiser. Si ce débat se fait tout seul, il y aura quelques mots dans la presse, des personnes vont s'énerver sur Facebook, mais il ne va rien se passer. Ce n'est pas une question piège : M. Alain LE GARREC demande comment les Maires vont s'organiser sur ce sujet. Il s'agit juste de savoir comment, de manière globale, les choses vont s'organiser dans ce quartier, conseils de quartier et autres.

M. Alain LE GARREC pose une deuxième question concernant les Halles. Des réunions publiques avaient lieu tous les six mois. La dernière a eu lieu il y a plus de six mois. M. Alain LE GARREC pense qu'il serait peut-être intéressant de refaire une réunion publique, M. HUCHET étant parti. M. Alain LE GARREC a vu le document donné par la Mairie. Il est donc bien nécessaire de se poser des questions sur ce qui se passe aux Halles. Tout n'est pas terminé, la preuve : la médiathèque a déjà été fermée plusieurs jours car il y a eu besoin de faire des travaux, quatre mois après l'ouverture. Il serait donc intéressant de faire le point.

M. Alain LE GARREC a été très intéressé de voir ce qui avait été construit rue Berger. Il n'a pas le souvenir que cela se trouve sur un plan qui leur ait été présenté. Même s'il existe des plans, la SEM leur envoie toutes les semaines un document indiquant là où se trouvent des travaux rue des Halles. Rue Berger, il n'y a jamais rien. Il ne pense pas que les gens, qui habitent rue Berger et vont avoir des bâtiments en béton à 4 mètres de haut devant chez eux, vont apprécier.

M. Alain LE GARREC demande, par ailleurs, si l'architecte des bâtiments de France a donné son autorisation pour construire des ascenseurs en béton, à quelques mètres de la Bourse de Commerce. Il aimerait voir le document où elle donne son autorisation. Il dit cela car il connaît un architecte. Il était responsable d'une SEM à l'époque. Quand ils ont refait le bâtiment des compagnons, ils n'ont pas eu

l'autorisation de modifier la façade pour que les fenêtres soient sécurisées et ne pas avoir de problèmes concernant le froid et le chaud. Il ne se souvient plus du terme exact.

M. Jean-François LEGARET précise qu'il s'agit de la co-visibilité.

M. Alain LE GARREC explique que cela leur avait été interdit.

M. Jean-François LEGARET ajoute qu'il connaît l'ami architecte de M. Alain LE GARREC.

M. Alain LE GARREC aimerait que cette réunion ait lieu pour poser des questions. Il ne parle pas de la cascade au niveau de la Canopée : elle n'était pas prévue et n'apparaissaient pas sur les maquettes.

M. Jean-François LEGARET note que ce n'est pas un succès total.

M. Alain LE GARREC comprend pourquoi il y a une cascade. Il constate un problème d'eau et un problème de pluie, qui, manifestement n'a pas été bien géré. Il souhaiterait en reparler en réunion publique, même si les choses ne se passent pas forcément comme espérées. Il aime bien que les gens soient interpellés et intéressés par ce qu'il se passe.

M. Alain LE GARREC revient sur la sectorisation du centre de Paris évoquée tout à l'heure, qui va passer au Sénat en octobre, en procédure dite « accélérée ». Il attend de voir la réalité de ce qui va se passer. Il est partisan de cette sectorisation et depuis bien longtemps. Ils en avaient parlé depuis 2001. Ce n'est donc pas la première fois qu'il en parle. Il aurait souhaité là aussi savoir comment la Mairie du 1^{er} arrondissement va faire participer, en pour ou en contre, les habitants du 1^{er} arrondissement. M. Alain LE GARREC croit savoir que les trois autres arrondissements vont faire des CICA spécifiques. Il ne pense pas qu'il faille attendre 2020. Dans le texte de loi dès 2018, des propositions seront à faire entre Maires des quatre arrondissements, entre Conseils d'arrondissement des quatre arrondissements. De par la loi, les habitants du centre de Paris vont donner des avis en ce qui concerne cette sectorisation. 2018 arrive bientôt : il serait intéressant de savoir comment ces choses vont s'organiser.

M. Alain LE GARREC évoque les problèmes de sécurité au niveau des tunnels des Halles. Il en parle depuis un certain nombre d'années. Il attend toujours la mise en place et des résultats du conseil local de la sécurité, qui, à son sens, pourrait gérer un certain nombre de ces sujets. Il ne la voit pas arriver. Si elle se réunit, elle le fait extrêmement discrètement et sans faire de compte rendu. Il croit que c'est un moyen pour la population de savoir ce qu'il se passe au niveau du tunnel des Halles. Les élus savent, comme M. Alain LE GARREC, qu'ils ne sont pas à l'abri d'un problème grave à cet endroit et il pèse ses mots.

M. Jean-François LEGARET constate que ces quatre sujets sont importants. Il les avait d'ailleurs évoqués en faisant en début de séance une communication des faits marquants, de manière peu habituelle. Il signale à M. Alain LE GARREC qu'ils se connaissent depuis longtemps. M. Jean-François LEGARET apprécie les termes assez nuancés que son interlocuteur utilise pour parler des berges, notamment quand il dit que ce n'est pas un problème droite-gauche. Il a raison : il ne s'agit du tout de cela.

M. Jean-François LEGARET revient sur les propos de M. Alain LE GARREC selon lesquels il faudra mettre à profit la période d'expérimentation décidée par le préfet pour avoir des informations et des mesures sérieuses. M. Jean-François LEGARET l'approuve, l'accompagne et va tout faire pour que cela serve bien.

M. Jean-François LEGARET ne peut pas faire confiance à la Mairie de Paris. La Maire de Paris avait dit qu'au bout d'un an, les études seraient publiées. Il est désolé de rappeler que la commission d'enquête écrit en toutes lettres qu'elle ne peut pas se prononcer sur l'utilité publique du projet, parce

que les études données par la Mairie de Paris ne sont pas probantes. C'est grave comme point de vue. Il espère que le préfet de police, lui, jouera la transparence. Parmi les éléments sur lesquels il faudra être vigilant, il note la mesure de pollution théorique enregistrée par la Mairie de Paris sur des véhicules roulant à 50 km/heure. Ce ne sont pas les conditions réelles. Il évoque ensuite une mesure de la pollution sur une bande qui est au-delà des 100 mètres à distance du quai. C'est la raison pour laquelle, il apparaît indispensable – c'est l'objet de leur première proposition – de mettre en place des capteurs qui affichent en temps réel le décibel ou le niveau de pollution. Cela existe. Il veut absolument aboutir à cela. Il faut jouer la transparence et il faut que cette période d'expérimentation de six mois serve à quelque chose, puisqu'il en est ainsi décidé.

M. Jean-François LEGARET ne veut pas du tout en tirer argument, mais c'est un point sur lequel le préfet de police a insisté lourdement à chaque fois qu'il l'a vu. Il lui a dit et répété qu'il avait demandé à la Mairie de Paris de faire en sorte que des véhicules de secours puissent passer en permanence sur le quai et aller s'occuper d'éventuelles victimes, à cause de l'alerte attentat. M. Jean-François LEGARET a répondu au préfet que ce dernier pouvait l'avoir demandé, la Mairie de Paris pouvait lui avoir donné son accord, mais dans les faits, cela est impossible. M. Jean-François LEGARET demande des explications pour tenter de comprendre comment un après-midi comme celui d'aujourd'hui, même avec des sirènes, il est possible de faire passer des véhicules de secours. D'ailleurs, lorsque l'accident mortel s'est produit, les pompiers étaient là, des policiers, des secouristes étaient là. M. Jean-François LEGARET a vu que cette dame faisait manifestement une hémorragie cérébrale : les personnes sur place ont indiqué au Maire de 1^{er} arrondissement qu'ils attendaient le médecin qui n'arrivait pas. Dans les éléments d'évaluation, il aimerait que tout cela soit pris en compte. Ce sont des réalités.

M. Jean-François LEGARET répond à M. Alain LE GARREC concernant les Halles. Une réunion publique est programmée prochainement, le mercredi 19 octobre à 18 h 30 à la Bourse du Commerce.

M. Jean-François LEGARET estime que sur les Halles, ils ont besoin d'avancer. Quand la Canopée a été inaugurée, il a dit qu'au moins, les choses avançaient. Dire que c'est parfait : il n'en est rien. Il évoque les déboires de la Canopée, suite aux fortes précipitations intervenues de suite après son inauguration. M. Jean-François LEGARET est allé lui-même sur place et s'est rendu compte que quand il pleut très fort, il pleut plus fort sous la Canopée qu'à l'extérieur. Il faut ajouter à cela que tout tombe sur la place basse et qu'il n'y a aucune évacuation d'eau. Des gens passent la serpillère en bas pour évacuer l'eau, parce qu'une évacuation n'a pas été prévue. Il faut rajouter la cascade, dont personne n'avait entendu parler et qui envoie des paquets de mer sur les passants. C'était tellement ridicule que la cascade a été arrêtée. C'est curieux car cette cascade était d'ailleurs censée recueillir les eaux de pluie. Cela prouve qu'elle ne les recueillait pas, puisqu'elle est arrêtée quand il pleut et qu'elle fonctionne quand il ne pleut pas. Tout cela est très factice et très éloigné des réalités.

M. Jean-François LEGARET évoque les algécos, les crevasses dans les cheminements et le fait que des endroits soient infranchissables et soient des bourbiers. Il faut alors deux paires de chaussures pour arriver en état un jour où il pleut. Il s'interroge sur la durée de cette situation. Après l'inauguration de la Canopée, il faut assurer la mise en fonctionnement des équipements, le conservatoire, la mise en pratique, la médiathèque, au moins un cheminement qui soit suffisamment acceptable sur les flux de circulation importants. Cela lui paraît très logique. Il aimerait que ces questions soient posées lors de la réunion publique.

M. Jean-François LEGARET revient sur le statut de Paris. M. Alain LE GARREC s'est exprimé et il est pour. M. Jean-François LEGARET en prend note. Ce dernier en revanche ne parvient toujours pas à comprendre comment il est raisonnablement possible de demander au législateur de se prononcer en urgence. La seule urgence que M. Jean-François LEGARET voit est le risque qu'une alternance politique ait lieu au printemps prochain. Mais dire qu'il faut voter en urgence en 2016, une loi, qui pour l'essentiel, ne s'appliquera qu'après les élections municipales de 2020, n'est pas manifestement de très bonne foi. Ils verront bien tout d'abord si cette loi est votée et ce qu'elle comporte comme dispositions. Il a vu dans la loi l'existence d'un comité réunissant les quatre arrondissements. D'autres dispositions de la loi ont également disparu. Mme HIDALGO avait prévu de manière totalement

discrète la mise en place d'une commission permanente qui ne répondait absolument pas aux formes légales de création d'une commission permanente. Cela n'avait jamais été évoqué.

M. Alain LE GARREC dit maintenant que des CICA vont être réunis dans les arrondissements. M. Jean-François LEGARET est prêt à le réunir, mais il l'a rappelé tout à l'heure - M. Alain LE GARREC n'était peut-être pas encore arrivé – dans le passé, lorsque le statut de Paris a été révisé, au Conseil de Paris, il y a toujours eu préalablement, avant le vote de la loi, un grand débat. Jean-François LEGARET a assisté à ces débats en 1975 (il n'était pas encore élu parisien), en 1982 également. Ces débats étaient mémorables. Il invite les personnes présentes à relire ces débats qui avaient du sens, dans le BMO. Le Conseil de Paris a débattu du statut de Paris avant que le législateur ne se prononce. Ce n'est pas ce qu'a proposé Mme HIDALGO. Elle a obtenu du Gouvernement, après d'ailleurs différentes révisions partielles, qu'un vote ait lieu, sur la base d'un vœu (qui n'a aucune valeur juridique) qui avait été envoyé au Conseil de Paris la veille au soir, à 23 h 30. Voilà comment la Maire de Paris a souhaité associer les représentants des Parisiens, c'est-à-dire les élus (il ne parle pas des débats qui n'ont pas été souhaités dans les Conseils d'arrondissement). Cela est inacceptable et anti-démocratique.

Par ailleurs, M. Jean-François LEGARET est tout à fait favorable à une réunion du conseil local de la sécurité. Il dit qu'il ne se sent pas complètement « bredouille » en termes de sécurité, car c'est à sa demande que ce renforcement des effectifs de police a été mis en place aux Halles, avant la mise en service de la Canopée. Cela a été fait. Il rappelle que c'est la troisième Brigade de ce type créée à Paris après celle des Champs-Élysées et de la Gare du Nord. Il constate que ce n'est pas si mal. Il ne dit pas que cela répond à tout, mais dans le cadre des effectifs de police de tous les arrondissements de Paris, il considère que le 1^{er} arrondissement a été plutôt assez bien traité.

Réactiver le comité de sécurité et le contrat de sécurité est une bonne chose. Il revient à l'exemple cité par M. Alain LE GARREC tout à l'heure et qui a été débattu, à savoir les marginaux de la voirie souterraine. M. Jean-François LEGARET ne pense que pas que cela soit le bon endroit pour en débattre. Il a évoqué ces questions pour dire qu'elles étaient du ressort du préfet et du traitement social, mais il aimerait mieux que les choses soient faites intelligemment et avec une certaine discrétion. Il fait remarquer qu'il n'a jamais communiqué à la presse et n'a jamais voulu faire de bruit médiatique autour de ce problème extrêmement complexe. Il ne pourra être réglé qu'avec des solutions de prises en charge de ces êtres humains, quel que soit leur état de dégradation. M. Jean-François LEGARET est prêt à en parler avec M. Alain LE GARREC s'il le souhaite, sa porte est ouverte pour ce faire. Si M. Alain LE GARREC a des solutions, connaît des associations, le Maire du 1^{er} arrondissement répète qu'il est tout à fait prêt à en parler. Mais sa position est d'en parler directement avec les responsables.

M. Jean-François LEGARET sollicite d'autres questions de la part du public.

Une personne aurait voulu savoir à qui les futures activités des voies sur berges seront dédiées.

M. Jean-François LEGARET trouve la question très bonne. Il répond que le projet, tel qu'il a été évoqué au Conseil de Paris, consiste à dire que sur la rive droite, il sera fait ce qui a été fait sur la rive gauche. Le Maire du 1^{er} arrondissement constate d'une part que cela manque d'originalité. Deuxièmement, sur la rive gauche, en termes d'activités, il existe déjà beaucoup de choses. Pendant les mois d'hiver, peu de monde circule à cet endroit. Il l'avait déjà fait remarquer à M. DELANOE, quand il était encore Maire de Paris et qu'il avait fait l'opération des quais rive gauche : M. Jean-François LEGARET lui avait dit qu'en somme, celui-ci souhaitait Paris Plage toute l'année. Mais il avait demandé à M. DELANOE s'il lui était déjà arrivé d'aller sur la plage d'une station balnéaire en novembre ou en février. Tout le monde sait qu'il n'y a personne : il s'agit simplement d'une question de bon sens.

Que les berges soient fermées les samedis et les dimanches – Paris Respire – est une chose et les habitants du 1^{er} arrondissement y étaient habitués. Il y a moins de voitures un dimanche qu'un jour de semaine. Paris Plage durait jusqu'au mois d'août. Cette année, il a été prolongé jusqu'à 4 septembre. Les voies n'ont finalement pas été ré-ouvertes puisque se déroule maintenant l'opération COP 22 dont il parlait tout à l'heure. Tout peut s'envisager – il le dit par avance et l'avenir lui dira s'il se trompe – mais les activités qu'il sera possible de mettre à cet endroit existent déjà sur les quais rive gauche. Ensuite, les gens travaillent, il n'y a pas que des oisifs à Paris. Le jardin des Tuileries est à proximité immédiate et accueille beaucoup de promeneurs, de joggeurs. Il se trouve juste au-dessus du linéaire des berges et est un très grand jardin. Il craint que l'utilisation que la Ville pourra faire de ces berges soit extrêmement anecdotique.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE indique que les élus de la majorité d'arrondissement ont une position de principe et une position de repli. La position de principe est de s'opposer à ce projet de fermeture des voies sur berges. Ils ont bon espoir de parvenir à obtenir gain de cause. Néanmoins, dans l'hypothèse (qu'ils ne souhaitent pas) où ce projet aboutirait, ils exigeraient de la Maire de Paris qu'elle accorde une préférence aux riverains et notamment aux riverains commerçants qui voudraient développer une activité sur les quais bas. Ils pensent qu'il serait légitime de leur accorder un droit d'examen préférentiel de leur dossier.

Comme le rappelle M. Jean-François LEGARET, les élus Les Républicains ont proposé un moratoire de deux ans. Ce moratoire a été refusé par la majorité municipale. Ce délai de deux ans n'était pas trop long pour pouvoir réfléchir intelligemment. Dans les études de la voirie, il est reconnu qu'il y a des circulations de transit dans les voitures qui passent tous les jours sur la voie Georges Pompidou, c'est-à-dire que ce sont des gens qui traversent Paris sans s'y arrêter. S'il est possible de trouver d'autres itinéraires pour que ces gens ne viennent pas dans le centre de Paris, ce n'est pas plus mal. Certains viennent de Saint-Quentin-en-Yvelines et vont à Marne-la-Vallée en passant par là. Ces véhicules ne sont pas spécialement désirables; mais il n'est pas possible, du jour au lendemain, de décréter qu'en fermant les voies sur berge, ils se seront « évaporés », pour reprendre le terme consacré. Ils avaient proposé un moratoire de deux ans car il leur semblait indispensable de discuter avec les autres départements riverains, la région Ile-de-France et la Métropole sur la manière d'essayer d'alléger ces circulations de transit. Rien n'a été fait. C'est la politique du pire : fermer, créer les bouchons, sans savoir ce qui va se passer ensuite. Il constate que, pour l'instant, l'évaporation ne se vérifie pas. Les voitures ne se sont pas évaporées. Les voitures qui roulaient sur la voie Georges Pompidou se reportent sur les quais hauts, et elles rendent la vie totalement insupportable.

M. Jean-François LEGARET a omis de rappeler un point, mais les personnes présentes connaissent ce point comme lui, puisqu'ils ont assisté aux réunions de concertation et ont entendu les responsables de la Mairie de Paris. Ces derniers ont parlé de la théorie de l'évaporation et ont avancé la preuve que, quand les voies sur berges rive gauche ont été fermées, aucun report de circulation n'a pu être constaté. M. Jean-François LEGARET n'est pas d'accord avec cette affirmation : il connaît bien la situation de thrombose du souterrain Lemonnier et de la partie ouest de la rue de Rivoli. Les habitants et commerçants de cette partie ouest de la rue de Rivoli qui, jusque-là, avaient une circulation fluide, ont constaté que cette partie est, la plupart du temps, très embouteillée. Un report a bien eu lieu et ces voitures ne se sont pas évaporées. Les voitures piégées sur les quais rive gauche traversent le Pont Royal, prennent le souterrain du Général Lemonnier qui est en permanence complètement embouteillé, pour ne pas dire paralysé, et continuent leur parcours vers l'ouest en prenant la partie ouest de la rue de Rivoli. Mais tous les propos rapportés par la presse citant Mme HIDALGO ou ses adjoints expliquent qu'aucun report n'a eu lieu suite à la fermeture des quais rive gauche. M. Jean-François LEGARET conteste fortement cette affirmation car elle est fautive.

M. Jean-François remercie les uns et les autres de leur participation tardive qui témoigne bien d'un certain désarroi. Le débat ne s'arrête pas ce soir. Il les remercie d'y avoir participé.

* * * * *

Jean-François LEGARET

Maire du 1^{er} arrondissement